

**UNIVERSITE D'ANTANANARIVO**

**Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie**

**Département : ECONOMIE**

---

Option : Macroéconomie, Finance et Modélisation

Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme

de

**MAITRISE ès-sciences économique**

**CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS DE  
MICROFINANCE A LA LUTTE CONTRE LA  
PAUVRETE**

**A**

**MADAGASCAR**

Présentée par : RAKOTONDRATOVO Rinoh Ambinintsoa

Encadré par : Dr RAMIANDRISOA Olivier

Date de soutenance : 24 Avril 2015

Promotion FANEVA

Année Universitaire :2013-2014

# **SOMMAIRE**

Remerciement

Liste des tableaux

Liste des graphiques

Liste des annexes

Les abréviations

Introduction

## **PARTIE 1 : CADRE THEORIQUE**

Chapitre 1 : LA MICROFINANCE

Chapitre 2 : LA PAUVRETE

## **PARTIE 2 : CADRE ANALYTIQUE ET RESULTAT**

Chapitre 1 : Analyse descriptive

Chapitre 2 : Analyse économétrique

Conclusion

Annexes

Bibliographies

Tables des matières



## REMERCIEMENT

Nous tenons tout d'abord à remercier **DIEU** tout puissant de nous avoir offert l'opportunité d'achever nos études jusqu'à la fin de ce second cycle.

Aussi, nous adressons nos estime et nos sincères gratitude aux responsables administratifs, pédagogiques de l'établissement et nos proches en particulier car sans leurs aides précieuses et leurs soutiens nous n'avons pas pu réaliser ce livre.

A savoir :

- ❖ Mr le Doyen, Docteur David Olivaniaina RAKOTO
- ❖ Mon encadreur Dr RAMIANDRISOA Olivier de m'avoir donné ses conseils, ses critiques qui m'ont beaucoup aidé sur mon travail
- ❖ A tous les professeurs dans le département économie depuis la première année jusqu'à la fin de ce second cycle,
- ❖ A **nos parents** qui ne se sont jamais lassés de nous soutenir et de nous guider vers le droit chemin.
- ❖ A mes amis de classe et surtout à ceux qui étaient dans le même groupe que moi,
- ❖ Et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire.

A tous merci !!

## **LISTE DES TABLEAUX**

<u>Tableau 1</u> : Classification des IMFs et des établissements de crédit à Madagascar.....	15
<u>Tableau 2</u> : Répartition des IMFs dans les régions de Madagascar.....	16
<u>Tableau 3</u> : Les méthodes de mesure de la pauvreté de la banque mondiale.....	24
<u>Tableau 4</u> : Estimation des deux modèles.....	45

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

<u>Graphique 1</u> : Evolution des activités des IMFs mutualistes (1996 à 2000).....	10
<u>Graphique 2</u> : Evolution des activités des IMFs mutualistes (2009 à sept 2013).....	12
<u>Graphique 3</u> : Evolution des activités des IMFs non mutualistes (2009 à sept 2013).....	13
<u>Graphique 4</u> : Evolution des activités des autres catégories d'établissements de crédit exerçant des activités de microfinances (2009 à sept 2013).....	14
<u>Graphique 5</u> : Evolution des ratios de pauvreté à Madagascar.....	25
<u>Graphique 6</u> : Evolution des ratios de pauvreté urbain et rural.....	26
<u>Graphique 7</u> : Evolution de l'intensité de pauvreté à Madagascar.....	26
<u>Graphique 8</u> : Evolution de l'intensité de pauvreté urbaine et rurale.....	27
<u>Graphique 9</u> : Tendances de l'Indice du Développement Humain Madagascar(IDH).....	28
<u>Graphique 10</u> : Croissance du PIB réel par rapport à ceux des points de services.....	30
<u>Graphique 11</u> : Croissance du PIB réel par rapport à ceux des montants du crédit en cours...31	
<u>Graphique 12</u> : Croissance du PIB réel par rapport au nombre des clients .....	32
<u>Graphique 13</u> : Croissance de la consommation par rapport à celle des points de services.....	33
<u>Graphique 14</u> : Croissance de la consommation par rapport à celle du nombre de clients .....	34

<u>Graphique 15</u> : Croissance des effectifs des élèves par rapport à des points de services.....	35
<u>Graphique 16</u> : Croissance des effectifs des élèves en primaire par rapport à celle du nombre de clients .....	36
<u>Graphique 17</u> : L'Indicateur de Développement Humain par rapport aux en cours de crédits des IMFs.....	37
<u>Graphiques 18</u> : Les ratios de pauvreté par rapport au nombre de clients des IMFs .....	38
<u>Graphiques 19</u> : Les intensités de pauvreté par rapport au nombre de clients des IMFs.....	38
<u>Graphique 20</u> : Le PIB réel (en milliards d'Ariary) .....	42
<u>Graphique 21</u> : La consommation au Prix constant (en millions d'Ar).....	42
<u>Graphique 22</u> : Evolution des nombres des points de services.....	43
<u>Graphique 23</u> : Evolution du nombre des IMFs.....	43
<u>Graphique 24</u> : Evolution de la clientèle des IMFs.....	44
<u>Graphique 25</u> : Efficacité de chaque région.....	47
<u>Graphique 26</u> : Gaspillages des régions.....	48
<u>Graphique 27</u> : Ecart de chaque région.....	49

# LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : effectifs des élèves primaire

ANNEXE 2 : Evolution des ratios de pauvreté

ANNEXE 3 : Evolution de l'intensité de pauvreté

ANNEXE 4 : Tendances de l'Indice du Développement Humain Madagascar (IDH)

ANNEXE 5 : Evolution des activités des IMFs mutualistes entre 1996 à 2000

ANNEXE 6 : Evolution des activités des IMFs mutualistes (2009 à sept 2013)

ANNEXE 7 : Evolution des activités des IMFs non mutualistes (2009 à sept 2013)

ANNEXE 8 : Evolution des activités des autres catégories d'établissements de crédits

ANNEXE 9 : Le PIB réel (en milliards d'Ariary)

ANNEXE 10 : La consommation au Prix constant (en millions d'Ar)

## LES ABREVIATIONS

<b>ACEP :</b>	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée
<b>ADéFi :</b>	Association pour le Développement et le Financement des micro-entreprises
<b>ADMMEC :</b>	Association pour le Développement du Mouvement Mutualiste d'Epargne et de Crédit.
<b>AECA:</b>	Association d'Epargne et de Crédit Autogérée
<b>AGEPMF:</b>	Gestion du Programme MicroFinance Planifié
<b>APEM:</b>	Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar
<b>Ar :</b>	Ariary
<b>BIT :</b>	Bureau Internationale du Travail
<b>BOA:</b>	Bank Of Africa
<b>BTM:</b>	Bankin'nyTantsaha Malagasy
<b>CDA :</b>	Conseil de Développement d'Andohatapenaka
<b>CECAM :</b>	Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels
<b>CEFOR :</b>	Crédit Epargne Formation
<b>CEM :</b>	Caisse d'Epargne de Madagascar
<b>CIDR:</b>	Centre International de Développement et de Recherche
<b>CNMF :</b>	Coordination Nationale de la Microfinance
<b>CT:</b>	Court Terme
<b>DDER :</b>	Organisme Diocésain de DEveloppement Rural

<b>DEA:</b>	Data Envelopment Analysis
<b>DID:</b>	Développement International Desjardins
<b>DSNMF :</b>	Document de Stratégie Nationale de MicroFinance
<b>D.S.R.P :</b>	Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté
<b>DW:</b>	Durbin Watson
<b>EAM :</b>	Entreprendre à Madagascar
<b>FERT:</b>	Fondation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre
<b>FIVOY :</b>	Fitahirizana VOla Ifampisamborana
<b>HARDI :</b>	Harmonisation pour la Réalisation d'un Développement Intégré
<b>IDH :</b>	Indicateur de Développement Humain
<b>IFRA :</b>	Institution Financière Régionale de l'Anosy
<b>INSTAT :</b>	Institut Nationale de STATistique
<b>IPC :</b>	Indicateur de Pénurie de Capacités
<b>IPH :</b>	Indicateur de la Pauvreté Humaine
<b>IPM :</b>	Indice de Pauvreté Multidimensionnelle
<b>IRAM:</b>	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de management
<b>IMF:</b>	Institutions de MicroFinance
<b>LT:</b>	Long Terme
<b>MECI :</b>	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'INSCAE

<b>MEN :</b>	Ministère de l'Education Nationale
<b>MGA :</b>	Ariary Malgache
<b>MT :</b>	Moyen Terme
<b>N° :</b>	Numéros
<b>ODRD :</b>	Organisation pour le Développement de la Région de Diego-Suarez
<b>OFP :</b>	Organisations Financières de Proximité
<b>O.M.D :</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONG :</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>O.N.U :</b>	Organisation des Nations Unies
<b>ORDIMIC :</b>	ORganismeDIocésienne de Micro Crédit
<b>OTIV :</b>	OmbonaTahiryIfampisamborana Vola
<b>PAIQ :</b>	Programme d'Appui aux Initiatives de Quartier
<b>PAMF :</b>	Première Agence de MicroFinance
<b>PAPM :</b>	Projet d'Appui aux Petits Métiers
<b>PATFR :</b>	Projet d'Assistance Technique aux Finances Rurales
<b>PHBM :</b>	Projet d'aménagement du Haut Bassin du Mandrare
<b>P.I.B :</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PMF:</b>	Projet microfinance
<b>PNUD :</b>	Programmes des Nations Unies pour le Développement
<b>PSDR :</b>	Programme de Soutien au Développement Rural

<b>REF :</b>	Rapport Economique et Financier
<b>SA :</b>	Société Anonyme
<b>SIPEM:</b>	Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar
<b>SP :</b>	Seuil de Pauvreté
<b>TIAVO :</b>	TahiryIfamonjenaamin'ny Vola / TahiryIfampisamboranaAmin'ny Vola
<b>TITEM:</b>	TahiryIombonan'nyTantsahaEtoMadagasikara
<b>UNICECAM :</b>	Union interrégionale des Caisses d'Épargne et de Crédit Mutuel
<b>URCECAM :</b>	Union Régionale des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelles
<b>VATSY:</b>	VakinankaratraTsimisaramianakavy
<b>WOCCU:</b>	World Council of Credit Unions

## INTRODUCTION

La terre où nous vivons est décomposée en nombreux pays depuis très longtemps. Les catégories d'évolution de ces pays suivent les mêmes étapes telles la catégorie des pays pauvres et celle des pays riches. Chaque pays débute de la pauvreté pour atteindre le développement ou la phase de richesse. Pour le cas de plusieurs « pays pauvres » dans le monde, ils ont eu les mêmes point de départ que les autres mais pourtant ils n'arriveront pas jusqu'au moment où l'on parle de sortir de cette situation de pauvreté. Selon nos connaissances, il existe tant de facteurs qui sont utilisés pour combattre et lutter contre la pauvreté. Un d'eux est la création des Institutions de Micro Finances (IMF).

Selon les faits observés dans chaque pays, particulièrement les pays pauvres, on constate à première vue que les IMFs ont progressé par l'intermédiaire de ses différentes activités d'année en année. De son côté, contrairement à ce que nous avons dit, la pauvreté connaît aussi des augmentations, plus précisément des accentuations surtout dans les pays qui étaient pauvres et qui y restent encore.

Ce fait contradictoire nous amène alors à poser une grande question : « est ce que les créations et les activités des Institutions de Microfinances ont des impacts sur la lutte contre la pauvreté ? ». Afin de mieux observer ses impacts, nous nous demandons davantage si elles ont des effets sur les variables qui peuvent déterminer la pauvreté et si elles ont des impacts sur les différentes statistiques représentant la pauvreté.

Pour chercher des solutions sur nos questions, commençons à supposer que les activités des Institutions de Microfinances ont des impacts sur la vie quotidienne de la population, mais aussi elles influent les chiffres affichant la pauvreté d'un pays.

En utilisant des méthodes et des outils d'études comme les différents ouvrages, articles mais surtout les rapports et enquêtes auprès des ménages et en prenant Madagascar comme pays pauvre à étudier, les résultats seront présentés comme suit : la partie théorique traitant d'un côté la microfinance et de l'autre côté la pauvreté. Suivie de la partie analytique qui nous permettra d'étudier les relations qui peuvent exister entre les deux thèmes.

# **PARTIE 1**

## **CADRE THEORIQUE**

# **CHAPITRE 1 : LA MICROFINANCE**

## **SECTION I : LA MICROFINANCE DANS LE MONDE ENTIER**

### **1) Définitions**

-Généralement, la microfinance qui se fait par l'intermédiaire des institutions de micro finances qui sont considérées parmi les établissements de crédit. Elles sont aussi considérées comme personne morale qui exerce à la fois l'octroi de crédit, la collecte d'épargne ainsi que les services connexes à la micro finances.

- fourniture de services de prêts, d'épargne, de transfert d'argent, d'assurance et d'autres services financiers aux populations pauvres surtout.

### **2) Historique de la microfinance**

Si on veut parler l'histoire de la création de la microfinance, on peut citer quelques événements qui s'est produite dans l'histoire et qui peuvent être déjà des débuts du système de la microfinance :

- Au XVème siècle : les pratiques visionnaires de certains moines franciscains avaient fondé des monts-de-piété présentaient des orientations communautaires.
- 1849 : un bourgmestre prussien Friedrich Wilhelm Raiffeissen fonde en Rhénanie la première société coopératives d'épargne et de crédit, qui offre des services d'épargne aux populations pauvres et exclues des banques classiques. Ainsi, l'épargne collecté permet de consentir des crédits à d'autres clients et ainsi de suite.ces organismes sont dites « mutualistes ».
- 1941: le mutualisme financier a connu un développement au Pays basque espagnol autour des coopératives de Mondragon

Les organismes et institutions développant en Europe et en Amérique du Nord, puis, après la seconde guerre mondiale dans les pays du Sud se spécialisent sur l'épargne et l'offre de services de crédits.

- Années 1970 : un fameux professeur nommé Muhammad Yunus, docteur en économie de l'Université de Van Derbilt University (Etats Unies), après avoir vu la terrible famine au Bangladesh, il avait une idée de tester sa méthode de crédit et de services bancaires et avait alors développé le « microcrédit » dans ce pays qui se sont proposés pour les zones rurales « pauvres » pour leur créer des moyens. Son idée s'est concrétisée par l'intermédiaire de la « Grameen Bank » ou « Banque des Villages » et des institutions. La banque a connu un immense succès qui a marqué l'histoire de la microfinance.
- Fin de 1980 : les initiatives se sont multipliées ne citant seulement dans l'Amérique Latine.
- 1986 : après avoir été créée, l'ONG Bolivienne PRODEM a décidé de filialiser ses activités de microfinance sous forme de banque en créant la Banco Solidario SA ou BancoSol.

### 3) Objectifs des microfinances

La microfinance par le biais des différentes institutions a pour objectif de :

- fournir des services financiers aux personnes à faible revenus qui n'ont pas accès dans les banques à cause de leurs revenus.
- Fournir un ensemble de produits financiers généralement pour les habitants pauvres.
- Donner aux plus pauvres des moyens de gagner leur vie en leur donnant accès à des services financiers.

En un mot, les institutions de microfinances ont pour but de rendre réelle les objectifs de la création des microfinances c'est-à-dire d'aider les pauvres ou tout simplement contribuer à la lutte contre la pauvreté.

La principale politique qui a permis la création des IMF c'est de lutter contre la pauvreté, accroître les revenus de la population.

#### 4) Les types de microfinances

Il y a deux types de microfinances tels :

- Les microfinances formelles : qui sont gérées par les diverses institutions de microfinances, les banques ou les institutions bancaires étatiques, les coopérations de crédits et que notre travail est basé
- Les microfinances informelles : comme les tontines<sup>1</sup> monétaires et les associations informelles

#### Statistiques et données chiffrées des institutions financières dans le monde en voie de développement :

En 2004 :

On avait compté 665 millions de comptes clients ayant répartis dans 3000 institutions proposant des services aux populations plus pauvres et desservies par les banques commerciales dont :

- 120 millions de ces comptes sont gérées par les Institutions de MicroFinances
- 318 millions par les Caisses d'épargne et les services postaux,
- 172 millions par les institutions bancaires étatiques orientées vers l'agriculture ou le développement,
- 35 millions par les coopératives financières ou les coopératives de crédits,
- 19 millions par les banques rurales

Ainsi l'Inde possède la plus grande concentration avec 188 millions de comptes qui représentent 18% de la population totale.

L'Amérique Latine possède 14 millions qui représentent 3% de la population totale,

L'Afrique 27% représentant 4% de la population totale.

---

<sup>1</sup>BOUMANN (1977) : « les tontines sont des associations regroupant des membres d'un clan, d'une famille, des voisins ou des particuliers qui décident de mettre en commun des biens ou des services au bénéfice de tout [...] et cela à tour de rôle ».

Fin 2006 :

On avait dénombré 704 IMFs qui desservait 52 millions d'emprunteurs et 56 millions d'épargnants soit :

- 23.3 milliards de \$: crédits en cours total
- 15.4 milliards de \$ : dépôts

## SECTION II : LA MICROFINANCE à MADAGASCAR

Le système financier malgache comprend des catégories d'établissements y compris les institutions de microfinances tel que :

- établissements de crédits agréés
- Institutions de Microfinances
- banques commerciales
- établissements financiers

### 1) Types d'IMFs dans le Pays et leurs activités selon la loi<sup>2</sup> :

Les institutions de microfinance peuvent être mutualistes ou non mutualistes.

- Les IMF mutualistes sont celles qui obéissent aux principes généraux du mutualisme :
  - qui ne peuvent pas collecter les dépôts du public,
  - une personne morale fondée sur les principes de **coopération**, de solidarité et d'**entraide** mutuelle
  - objet principal collecter l'épargne de ses membres et/ou consentir du crédit à ceux-ci.
- Les IMF non mutualistes sont celles qui peuvent sous certaines conditions collecter les dépôts du public.

A part ces types d'IMFs, la loi malgache a aussi classifié les IMFs en trois (3) catégories qu'ils sont mutualistes ou non tels que :

---

<sup>2</sup> Loi N°2005-016 du 29 septembre 2005, chapitre premier, articles 13 à 17, prévoient la classification des IMFs en trois niveaux.

IMFs 1 :

- activité limité à certains types de dépôts à leurs membres
- contrôler par l'obtention d'une « **licence** » venant de l'autorité de supervision des établissements de crédit, qui leur permet de se livrer à leurs premières activités.
- peuvent octroyer des microcrédits à court et Moyen termes,
- interdiction des dépôts du public.

IMFs 2 :

- autorisation sous forme d'«**agrément** »
- risques moyens
- peuvent octroyer des microcrédits à court et moyen terme,
- autorisés à collecter les dépôts du public

IMFs 3 :

- autorisation sous forme d'«**agrément** »
- autorisés à collecter les dépôts du public
- classer dans la tranche supérieure de la microfinance.
- peuvent octroyer des microcrédits à CT, MT, LT

## 2) Historique de la microfinance malgache: l'apparition des IMFs

La microfinance à Madagascar a suivi trois (3) périodes bien distinct : avant 1990, 1990 à 1995 et 1996 à 2000. A partir de 1990, suite à des défaillances au niveau des systèmes bancaires dans les milieux rurales, on avait créé les microfinances.

### **Avant 1990**

Jusqu'à ce moment là, il n'existait pas encore des IMFs sur le territoire malgache. Certes, la banque nationale BTM créée en 1976 mais ensuite reprise par la Bank Of Africa (BOA) en 1999 suite à la politique de privatisation était la seule banque qui entrait dans le secteur de la micro finance. Pourtant, ces actions étaient encore limités tant sur l'octroi des crédits aux paysans que sur la grandeur de l'intervention dans la zone rurale.

### **1990-1995 : Phase d'émergence des IMF**

C'était la période où on a repérer de nombreux création des IMFs. Elle a été favorisé par les interventions de :

- les bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Union Européenne, Agence Française de Développement, Coopération Allemande, Inter-coopération Suisse, ...)
- le Gouvernement au travers de sa politique en faveur de ce secteur avec le concours du financement de la Banque Mondiale à travers :
  - le projet d'Exécution PATFR/ADMMEC jusqu'en 1997 ;
  - puis le Projet microfinance (PMF) pour une phase de deux ans 1998-1999 ;
  - et l'AGEPMF : gestion du Programme microfinance planifié sur quinze ans dont le démarrage officiel a débuté en juin 1999 ;
- les agences d'implantation et de développement ou opérateurs et qui ont assuré l'encadrement technique des IMF. Il s'agit entre autres de DID, FERT, IRAM, CIDR.

Les IMFs Mutualistes qui se sont créées au cours de cette période sont :

- 1990 : Association d'Epargne et de Crédit Autogérée (AECA) dans la région de Marovoay appuyée par le CIDR,
- 1993 : Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels (CECAM) dans la région du Vakinankaratra encadré par FERT,
- 1993 : OmbonaTahiryIfampisamborana Vola (OTIV) dans la région de Toamasina
- 1994 : OmbonaTahiryIfampisamborana Vola OTIV dans la région du Lac Alaotra assisté par DID
- 1995 : ADéFi à Antsirabe.
- 1996: TahiryIfamonjenaaminn'ny Vola (TIAVO). WOCCU était l'opérateur qui a lancé l'implantation initiale du Réseau TIAVO. Il a été ensuite relayé par l'IRAM à partir de l'année 1999.

OTIV et CECAM constituent les deux plus grands réseaux dans cette catégorie tant en termes de volume d'activités que de couverture géographique

Institutions de Microfinance Non Mutualistes créées pendant cette période

- 1987 : Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar (APEM/PAIQ) qui intervient par système de partenariat sur Antananarivo et Tuléar
- 1990 : Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar (SIPEM) s'installant à Antananarivo

- 1993 : VOLA MAHASOA appuyée par CIDR et implantée dans la partie Sud de l'Ile

- 1990 : Entreprendre à Madagascar (EAM), initiée sous forme de projet au début mais transformée en Association de droit malgache en 1996,

La Caisse d'Épargne de Madagascar (CEM) est la plus ancienne Institution Financière qui pratique le volet épargne orientée vers les populations ayant des bas revenus.

### **1996- l'an 2000 : Phase de développement et de croissance**

- Phase de l'extension géographique des réseaux existants, ainsi on trouve :

➤ OTIV/DID : extension des activités accompagnées par l'ouverture de nouvelles caisses dans la zone périurbaine de la capitale Antananarivo et du Nord-est (SAVA) en 1996, puis dans la zone urbaine d'Antananarivo en 2000.

➤ CECAM/FERT : - 1996 : première extension du réseau dans les régions d'Amoron'i Mania, Vakinankaratra et Ivon'Imerina sur les Hautes Terres Centrales.

-1998 : deuxième extension en a permis au réseau de s'installer dans le Moyen Ouest (Bongolava et Itasy), le Nord Ouest (Sofia) et sur la Côte Ouest (Menabe).

➤ TIAVO/IRAM : -dynamisation du réseau TIAVO

- 1999 : arrivée du nouvel opérateur IRAM et extension du réseau dans le Sud Est à Manakara et Farafangana.

➤ AECA/CIDR : 1998 : extension du Réseau AECA à Ambato Boeni.

➤ EAM, projet appuyé par le PNUD/BIT depuis 1990, s'est transformé en association en 1996. A partir de 1999, EAM s'est érigée en institution financière non mutualiste.

➤ ADéFI : le réseau s'étend sur Antananarivo, Fianarantsoa, ambositra, Mahajanga et Toamasina

- Phase d'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché :

IMFs mutualistes :

➤ 2004 : Mutuelle du Mandrare (FIVOY) dans la Région de l'Anosy

- 2009 : Mutuelle d'Épargne et de Crédit de l'INSCAE (MECI) dans la capitale

IMFs non mutualistes :

- 2001 : Crédit Epargne Formation (CEFOR) dans la zone urbaine de la capitale
- 2001 : Organisme Diocésain de Développement Rural (ODDER) dans la Région d'Anosy
- 2001 : VakinankaratraTsimisaramianakavy (VATSY) dans la Région du Vakinankaratra notamment à Antsirabe et Betafo
- 2003 : MAHAVOTSE à Androy
- 2004 : SOAHITA dans la Région de l'Itasy
- 2005 : TahiryIombonan'nyTantsahaEtoMadagasikara (TITEM) dans les Régions d'Itasy, Analamanga et Vakinankaratra
- 2006 : FANAMPIANA IVOARANA à Amoron'i Mania puis à Vakinankaratra
- 2006 : Première Agence de MicroFinance (PAMF) à Analamanga puis à Itasy et Boeny
- 2008 : MAMPITA à Boeny, notamment dans la Commune Urbaine de Mahajanga
- 2009 : AGRICRED et MAMELASOA dans la capitale
- 2009 : MUTUA FIDE à Mahajanga dans la Région Boeny
- 2011 : Organisation pour le Développement de la Région de Diego-Suarez (ODRD) à Antsiranana dans la Région DIANA

- Les banques territoriales :

- 2006 : MICROCRED dans les Régions d'Analamanga, Atsinanana, Itasy et Boeny
- 2007 : ACCES BANQUE MADAGASCAR dans la capitale puis à Antsirabe et Ambatolampy

- Mise en place de la cellule de Coordination Nationale de la Microfinance (CNMF) et l'élaboration du Document de Stratégie Nationale de MicroFinance (DSNMF)

Avril 2004: validation de la DSNMF à Madagascar par la CNMF

Juin 2004 : approbation par le gouvernement du document.

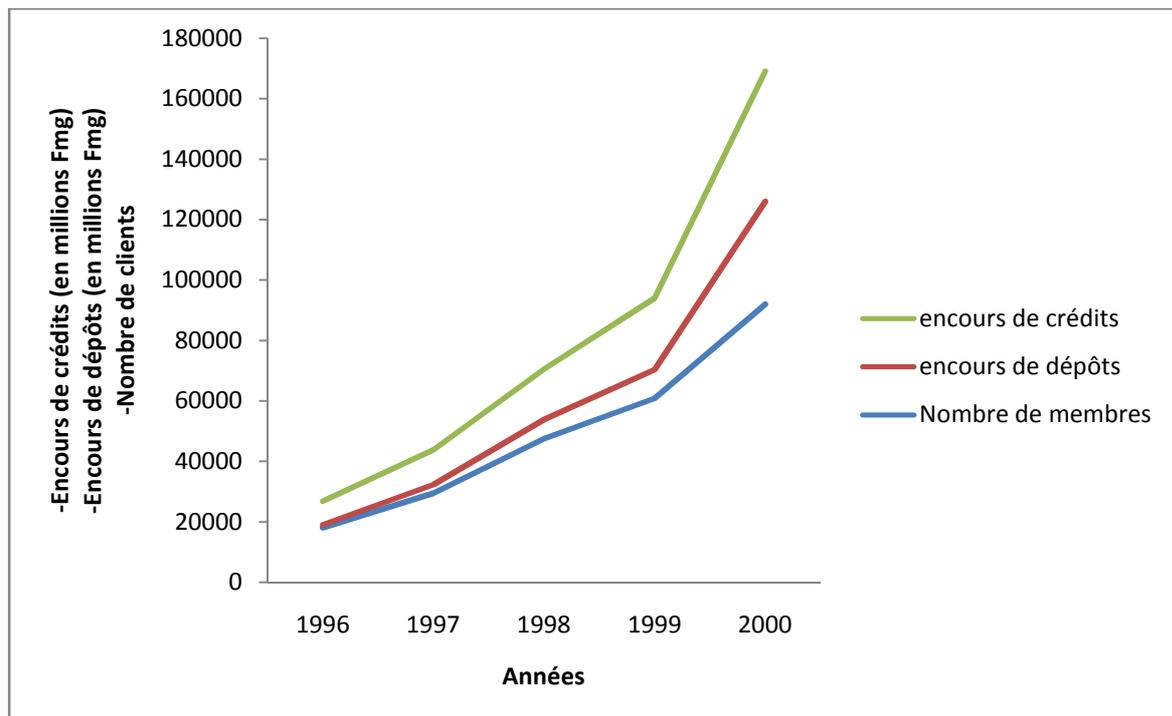
- Obtention de la nouvelle loi relative à l'activité et au contrôle des institutions demicrofinances

loi N° 2005-016 du 29 septembre 2005 suivie du décret d'application N°2007-012 fixant les formes juridiques des IMF et les modalités de leur immatriculation au

Registre du Commerce des Sociétés et du décret d'application N° 2007-013 portant fixation du capital minimum des établissements de crédit et de la valeur nominale des titres de participation

Illustrons à l'aide du tableau ci-après l'évolution des activités des IMFs mutualistes durant ces périodes :

Graphique 1 : Evolution des activités des IMFs mutualistes entre 1996 à 2000



Source : Banque de données sur les Institutions financières membres de l'APIFM et de l'AIM, 1998-1999-2000, nos propres calculs

## **Les Institutions Financières de l'an 2000**

### **\*Les institutions financières mutualistes :**

- Association pour le Développement et le Financement des micro-entreprises (ADéFi) - Antananarivo ;
- Association Mutualiste d'Épargne et de Crédit (AECA Union AVOTRA) - Marovoay
- Association Mutualiste d'Épargne et de Crédit (AECA Union TAFITA) - Marovoay ;

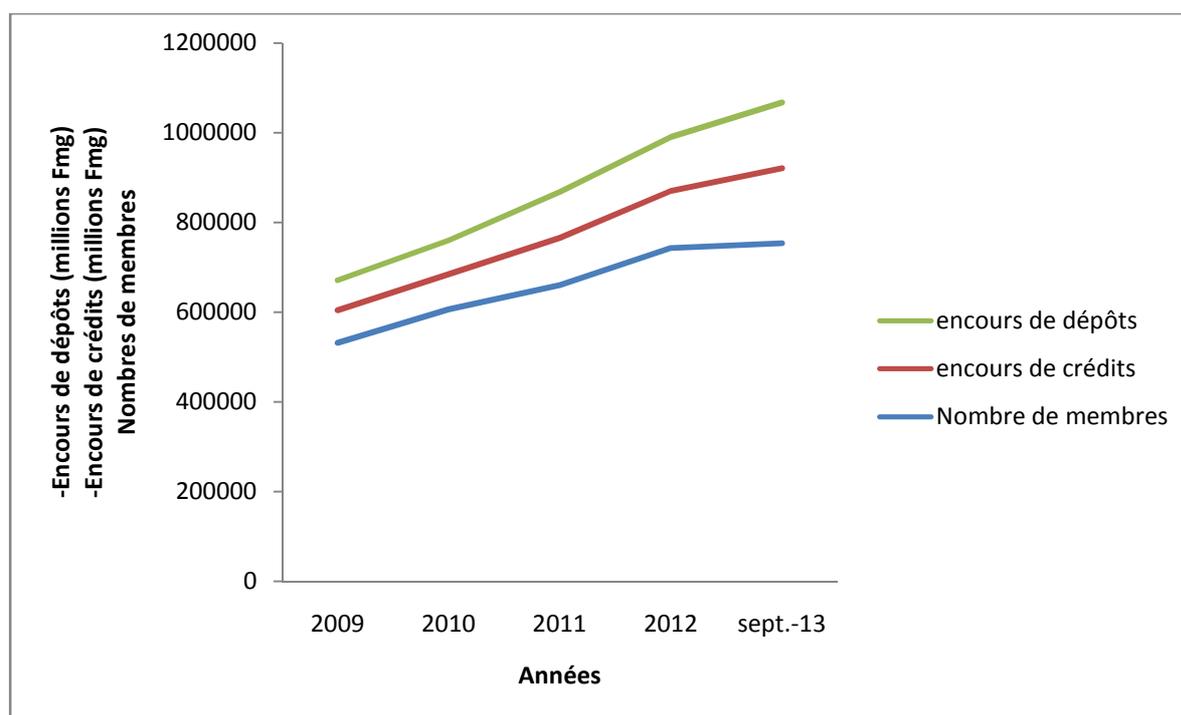
- Association Mutualiste d'Épargne et de Crédit (AECA Union TSARAJORO) - Ambato Boeni ;
- OmbonaTahiryIfampisamborana Vola (OTIV Unité de Promotion) - Antanarivo ;
- OmbonaTahiryIfampisamborana Vola (OTIV Unité de Promotion) - Lac Alaotra ;
- OmbonaTahiryIfampisamborana Vola (OTIV Unité de Promotion) - Toamasina ;
- TahiryIfampisamboranaAmin'nyVola (TIAVO Union FITTIA) - Fianarantsoa ;
- Union interrégionale des Caisses d'Épargne et de Crédit Mutuel (UNICECAM) - Antsirabe.
- URCECAM : Union Régionale des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuelles
- TIAVO : TahiryIfamonjenaAmin'nyVola

A Madagascar, les IMFs mutualistes offrent des services d'épargnes et de crédits.

-Les produits d'épargnes : elles offrent des produits d'épargne simples et adaptés aux besoins de la clientèle. Cependant, même si elles exercent des activités identiques, chacune d'entre elles ont leurs spécificités sur les différentes conditions au niveau des institutions (exemple : le taux d'intérêt appliqué sur les dépôts)

- Les produits de crédits : les IMFs proposent des différents types de crédits pour satisfaire sa clientèle et pour leur donner des moyens nécessaires pour subvenir à leurs besoins. En d'autre terme pour augmenter les revenus privés.

Graphique 2 : Evolution des activités des IMF mutualistes (2009 à sept 2013)



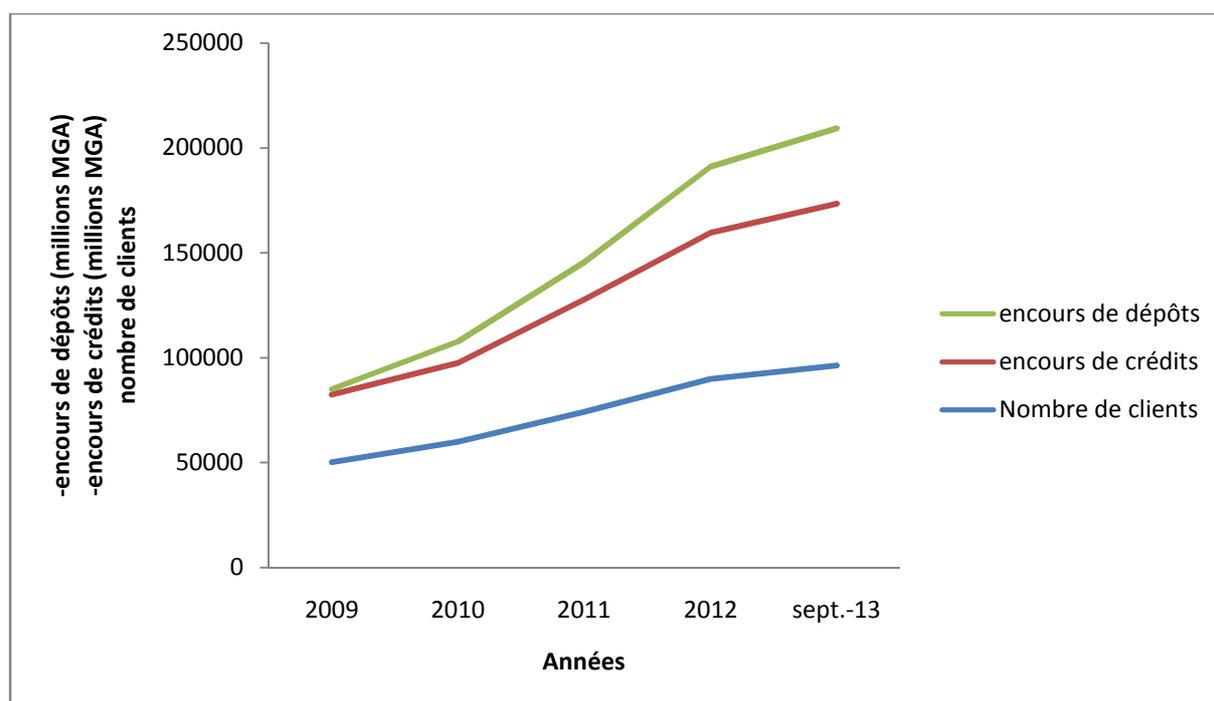
Source : INSTAT, nos propres calculs

### **Les institutions financières non mutualistes :**

- APEM : Association pour la Promotion de l'Entreprise à Madagascar ;
- SIPEM : Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar.
- VOLA MAHASOA
- PAIQ (\*) : Programme d'Appui aux Initiatives de Quartier
- CARITAS (\*)
- Des sympathisants : Entreprendre A Madagascar entre autres

(\*) : En partenariat avec APEM

Graphique 3 : Evolution des activités des IMF's non mutualistes (2009 à sept 2013)



Source : INSTAT, nos propres calculs

### **Autres Organismes offrant des services et produits microfinanciers**

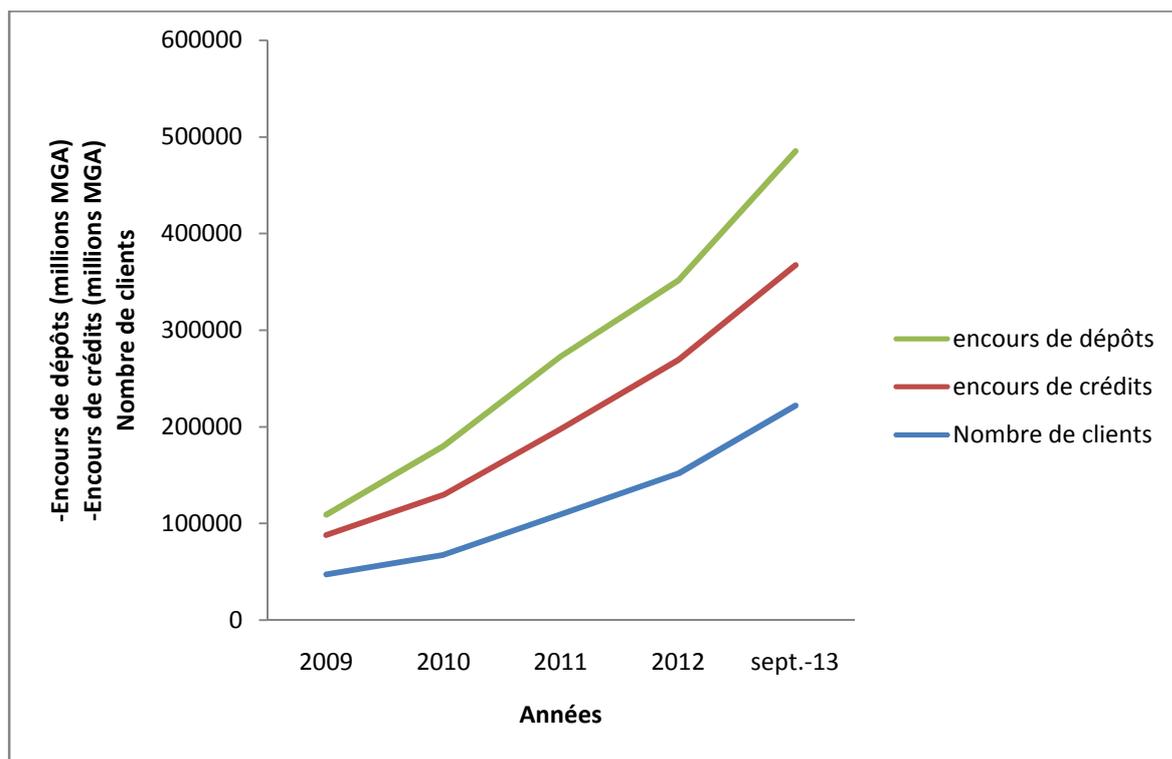
- ONG ou Associations : Haingonala, CDA, HARDI entre autres
- Programmes/Projets avec Volet MicroFinance : PSDR, PHBM, ...
- D'autres Organisations Financières de Proximité (OFP) comme CEFOR, SOAHITA, ...

A fin 2012, le nombre des IMF ayant obtenu l'autorisation d'exercer à Madagascar est réparti comme suit :

- quatre (4) IMF3 : ACEP Madagascar, SIPEM, PAMF et CECAM,
- treize (13) IMF2 : \*FanampianaIvoarana, Vola Mahasoa, MECI, OTIV DIANA, OTIV Antananarivo, OTIV SAVA,
  - \*Mutuelle de Mandrare, OTIV Toamasina Zone « Littoral », OTIVAlaotraMangoro, TIAVO, MadaCredito,
  - \*EAM Finances et OTIV BOENY,
- quatorze (14) IMF1 : \*CEFOR, Mampita, ONG Vahatra, Mamelaso, Soahita, Mutua Fide Microfinance,

\*HARDI FINANCE, TITEM, VATSY, ORDIMIC, AGRICRED, ODRD, APEM PAIQ et PAPM.

Graphique 4 : Evolution des activités des autres catégories d'établissements de crédits exerçant des activités de microfinances (2009 à sept 2013)



Source : INSTAT, nos propres calculs

Tableau 1 : La classification des IMF et Etablissement de crédit à Madagascar

Niveau	IMF	Nombre
Niveau 1 : non mutualiste	MAMELASOA, CEFOR, VAHATRA, MAMPITA, SOAHITA, HARDI-FINANCE, MUTUA FIDE MICROFINANCE, TITEM, ORDIMIC, AGRICRED, VATSY, ODRD, PAPM, APEM PAIQ S.A	14
Niveau 2 : mutualistes	MECI, OTIV DIANA, OTIV TANA, OTIV SAVA, OTIV ALAOTRA MANGORO, FIVOY, OTIV ZONE « LITTORAL », TIAVO, OTIV BOENY MAHAJANGA	09
Niveau 2: non mutualistes	FANAMPIANA IVOARANA, EAM, FINANCES SARL, VOLAMAHASOA, MADA CREDITO	04
Niveau 3: non mutualistes	SIPEM, ACEP MADAGASCAR, PAMF	03
Niveau 3: mutualistes	CECAM	01

Source: coordination nationale de la finance inclusive

En juillet 2012, le nombre des institutions de microfinance et des établissements de crédits est de 35 tels que:

- 31 institutions de microfinances (illustré dans le tableau)
- 01 établissement financier : IFRA
- 03 banques territoriales :

\*BOA MADAGASCAR

\*ACCES BANQUE MADAGASCAR

\*MICROCRED BANQUE MADAGASCAR

A Madagascar, ces 35 Institutions de microfinances, d'établissement de crédits et de banques territoriales ont des caisses ou points de services répartissant dans ces 22 régions mais ce qui les différencie c'est au niveau des nombres de points des services comme le montre le tableau ci-après :

1Tableau 2 : Répartition des IMFs dans les régions de Madagascar

Régions	IMFs ou établissement concernés	Banques territoriales concernées	Nombre de points de services
ANALAMANGA	ACEP MADAGASCAR, APEM PAIQ, PAMP- CDA, CEFOR, HARDI-FINANCE, MADA CREDITO, MAMELASOA, PAMF, SIPEM, OTIV TANA, CECAM, MECI	ACCES BANQUE MADAGASCAR, MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	149
VAKINAKARATRA	ACEP MADAGASCAR, FANAMPIANA IVOARANA, SIPEM, TITEM, VAHATRA, VATSY, OTIV TANA, CECAM, MECI, MADA CREDITO	ACCES BANQUE MADAGASCAR, MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	95
ITASY	PAMF, TITEM, OTIV TANA, CECAM, ACEP MADAGASCAR	ACCES BANQUE MADAGASCAR	36
BONGOLAVA	TITEM, CECAM, OTIV TANA	ACCES BANQUE MADAGASCAR	24
AMORON'I MANIA	ACEP MADAGASCAR, CECAM, OTIV TANA	MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	28
ATSIMO ATSINANANA	TIAVO	IFRA	14
IHOROMBE	CECAM, TIAVO	IFRA	8

VATOVAVY FITOVINANY	TIAVO, CECAM	IFRA	51
ANOSY	FIVOY, ORDIMIC,CECAM	IFRA	197
ANDROY	FIVOY, ORDIMIC	IFRA	8
ATSIMO ANDREFANA	VOLA MAHASOA, CECAM, TIAVO, FIVOY	MICOCRED BANQUE MADAGASCAR, IFRA	36
MENABE	CECAM		14
ALAO TRA MANGORO	ACEP MADAGASCAR, SIPEM, OTIV ALAO TRA MANGORO, CECAM	MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	43
ANALANJIROFO	OTIV ZONE LITTORAL	MICROCRED BANQUE MADAGASCART	26
ATSINANANA	ACEP MADAGASCAR, EAM-FINANCE, SIPEM, OTIV ZONE LITTORAL, MECI, MADA CREDITO, PAMF	ACCES BANQUE MADAGASCAR, MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	34
BETSIBOKA	OTIV ALAO TRA MANGORO, OTIV BOENY MAHAJANGA, VOLA MAHASOA		6
BOENY	ACEP MADAGASCAR, EAM-FINANCE, SIPEM, MAMPITA, MUTUA FIDE MICROFINANCE,	ACCES BANQUE MADAGASCAR, MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	39

	PAMF, OTIV BOENY MAHAJANGA, OTIV TANA, CECAM, MADACREDITO		
MELAKY	OTIV BOENY MAHAJANGA, CECAM		3
SOFIA	CECAM, PAMF, OTIV DIANA		17
DIANA	EAM-FINANCES, ODRD, OTIV DIANA, PAMF, SIPEM, CECAM	MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	22
SAVA	OTIV SAVA	MICROCRED BANQUE MADAGASCAR	26
HAUTE MATSIATRA	ACEP MADAGASCAR, EAM-FINANCES, TIAVO, CECAM, SIPEM, VOLAMAHSOA, OTIV TANA	MICROCRED BANQUE MADAGASCAR, IFRA	64
TOTALE			850

Source: Coordination Nationale de la Finance Inclusive

Même si les Institutions de MicroFinances ont des agences partout dans Madagascar, il y a toujours les régions qui sont mieux couvertes comme Analamanga et Vakinakaratra et celles qui sont les moins couvertes par exemple Melaky et Betsiboka. La raison de ces divergences sont parfois les faibles densités de la population, l'existence des régions enclavée ou encore les infrastructures inexistantes.

### 3) Le taux d'intérêt pratiqué par les instituts de microfinances

Partout dans le monde, les institutions de microfinances et les établissements exerçant des activités de la microfinance pratiquent des taux d'intérêt un peu élevés par rapport à leur cible qui sont les pauvres.

Pour Madagascar, on trouve des taux d'intérêt entre 3% à 4% par mois soit 36 % l'an.

Il y a quelques explications sur ces taux d'intérêt considérés comme élevés :

- Ce taux est dû aux risques élevés pour les petites sommes (ce qui explique que les personnes concernées soient des exclues bancaires)
- Du à un service personnalisé basé sur la proximité et l'engagement.
- Du aux besoins des IMF elles-mêmes de se financer auprès des banques « traditionnelles »
- Et enfin, du à l'augmentation de leur fonds propres.

Pourtant, même si les taux d'intérêt sont élevés, les crédits et les dépôts ne cessent d'augmenter dans le monde voir même dans notre pays. Ce fait nous amène à se demander est-ce que la population malgache surtout les pauvres ont des avantages en fréquentant ces établissements, est-ce qu'elles servent vraiment à aider la population noyée dans les insuffisances monétaires pour résoudre leurs problèmes ?

## **CHAPITRE 2 : LA PAUVRETE**

### **SECTION I : GENERALITE DE LA PAUVRETE**

#### 1) Définitions de la pauvreté

Depuis le début, les auteurs, les différentes pensées ont chacun leurs opinions concernant la définition de la pauvreté. Prenons à titre d'exemple ces types de définitions suivant les époques partant de l'année 1950.

-les années 1950 : étant marqué par la théorie de la croissance, la pauvreté a été appréhendée macro économiquement c'est-à-dire que un pays est pauvre lorsque la croissance du Produit Intérieur Brut (P.I.B.) n'est pas suffisante pour toutes les classes de la population. Cependant cette situation disparaîtra naturellement avec le retour de la croissance économique (Rostow [1963]).

- Les années 1960 : on commence à voir la division de la population car là on est dans la phase où il y a les classes « aisées » qui profitent de la croissance et il en a aussi celles sont exclu. Ainsi c'est le moment de prendre des mesures en redistribuant la croissance pour bénéficier les pauvres.

-à la fin des années 1970 : La question de la pauvreté disparaît de l'histoire mais on parlait plutôt du programme de l'ajustement structurel. Malheureusement, ce programme n'a pas tenu compte des plus pauvres. Ce phénomène a alors augmenté le nombre et la gravitation de la pauvreté ce qui a amené à sa remise en cause.

- début des années 1980 : approche par les Capabilités d'Amartya Sen qu'il qualifiera approche de « bien-être ». C'est une approche multidimensionnelle, qui ne réduit plus la pauvreté aux seules ressources monétaires c'est-à-dire il tient compte de l'environnement social et des caractéristiques personnelles de l'individu.

-Les années 1990 :

\*Amartya Sen et le P.N.U.D collabore sur le premier rapport sur le développement humain et essaient d'expliquer la pauvreté non seulement en terme monnaie (pauvreté monétaire) mais aussi à l'ensemble des opportunités auxquelles peuvent prétendre les plus pauvres (pauvreté multidimensionnelle) (P.N.U.D. [1990]).

\* la Banque mondiale a fixé la ligne d'extrême pauvreté à 1,08\$/jour (Banque mondiale [1990]) complétée par une ligne fixée à 2\$/jour et devient par la suite une norme internationale utilisée pour évaluer l'incidence de la pauvreté dans le monde.

\*adoption des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (D.S.R.P.)

- les années 2000 : (i) universalité du discours sur la pauvreté avec promotion des droits universaux (Banque mondiale [2000]) ;

(ii) approche plus locale de la pauvreté avec les approches qualitatives et participatives (Narayan *et al.* [1999]).

\*c'était l'année de la Déclaration du Millénaire lors de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) avec l'axe majeur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (O.M.D.) est de réduire l'extrême pauvreté (proportion d'individus vivant avec moins de 1,08\$ par jour) entre 1990 et 2015.

\* Rowntree a plutôt basé ses études de la pauvreté sur l'évaluation des ressources à dispositions des ménages ; ce qui lui a permis de dégager deux (2) types de pauvreté :

- pauvreté primaire :les revenus ne permettent pas de couvrir les *nécessités minimales* requises pour survivre
- pauvreté secondaire : la famille peut éviter la pauvreté primaire mais certaines dépenses sont consacrées à des biens ne couvrant pas les nécessités minimales.

## 2) Les causes et les facteurs déterminant la pauvreté

Avant de passer à l'étude des deux sous titres, on va d'abord éclaircir ce qui différencie les termes puisque la plupart du temps, on confond les causes avec les facteurs.

On entend par cause les « phénomènes » ou les « actes » qui ont été à l'origine d'un cas, par contre, les facteurs sont ceux qui déterminent l'existence du cas.

- CAUSE DE LA PAUVRETE:

D'après un auteur, la pauvreté dans le monde entier est le fruit de son histoires même, en d'autre terme, c'est le résultat des phénomènes comme :

- Le colonialisme
- L'esclavagisme
- La guerre
- Les diverses conquêtes.

En effet, la pauvreté que tous les pays du monde rencontrent, que ce soit de quel niveau ou quel degré est le fruit des histoires. Pourtant, ces histoires avaient il y a déjà de très longues

périodes mais la pauvreté ne s'est pas encore éradiqué à cause de nos interventions qui ne fait que l'entretenir.

- LES FACTEURS DE LA PAUVRETES :

Les facteurs que nous allons énumérer ci-après sont les facteurs<sup>3</sup> commun qu'on observe quand un pays est marqué par la pauvreté :

Les facteurs primaires :

- L'ignorance : différent de la stupidité (manque d'intelligence) et de la naïveté (manque de sagesse) mais sous-entend plutôt l'information qui a pour but de renforcer les capacités.
- La maladie : ce facteur peut engendrer une baisse de la productivité et qui va à son tour affecté les ressources des ménages. Donc il peut engendrer de la misère voir même la mort.
- L'apathie ou l'indifférence, le sentiment d'impuissance. Il est très nuisible pour un pays car il crée de la jalousie envers les autres qui va discréditer les efforts de ces derniers afin de les ramener à leur niveau de pauvreté et le pays ne va jamais développer.
- La malhonnêteté : on observe ce facteur quand les fonds destinés à financer des travaux d'intérêt public ou des services sont détournés dans l'intérêt de quelques personnages de haut-placées. Ce qui est un acte favorisant la pauvreté.
- La dépendance : c'est l'état nécessitant des charités surtout quand ça progresse dans le long terme.

Ces cinq facteurs sont corrélés ou les uns contribuent les autres.

Les facteurs secondaires :

- Le manque de marché et d'infrastructure
- Des gouvernements et des dirigeants médiocres
- Le sous-emploi
- Le manque de compétences
- Le manque de capitaux. ...

---

<sup>3</sup>Les 5 plaies de Phil Bartle

### 3) Les différents types de pauvreté

Comme nous avons vu dans les historiques de pensées de la pauvreté ci-dessous, on peut tirer qu'il y a deux (2) types de pauvreté telles la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire (multidimensionnelle)

#### -L'approche monétaire de la pauvreté :

Adopté par le courant utilitariste et le néo-classicisme économique avec la principale cause est le manque de revenu. Est donc pauvre celui qui n'a pas d'accès au minimum de biens ou à la consommation avec son salaire. La pauvreté est alors définie comme une situation de manque de ressources monétaires permettant aux ménages de se procurer les éléments nécessaires à la survie de ses membres (unidimensionnelle)

#### -Les fondements de l'approche par les Capabilités

Apparu entre 1981 et 1985. La place des individus et leurs liens avec la société sont au centre des préoccupations et c'est une approche séquentielle : l'avantage individuel dépend, dans un premier temps des ressources individuelles qui seront ensuite transformées en libertés d'être et de faire, parmi lesquelles l'individu choisira celles qu'il valorise, et qui participent à la vie qu'il a rêver

\*Les causes de la pauvreté sont multiples :

- (i) manque de ressources ;
- (ii) incapacité à contrôler ses propres ressources ;
- (iii) défaut de droits d'accès aux marchés.

\*pauvreté : impossibilité de transformer les moyens qu'on tient en résultat, ceux dû à beaucoup de facteurs (multidimensionnels)

### 4) La mesure de la pauvreté

Il y a différentes méthodes d'évaluation de la pauvreté qui se base sur **un** critère comme le revenu par habitant, la consommation par habitant ou la consommation alimentaire en particulier.

-Pour la Banque Mondiale, sa méthode permet surtout de mesurer la **pauvreté unidimensionnelle** à travers les seuils comme l'indique le tableau récapitulatif suivant :

Tableau 3 : Les méthodes de mesure de la pauvreté de la banque mondiale

méthodes	avantages	inconvénients
<p>•<b>seuil de pauvreté (SP : aujourd'hui 2\$/jour)</b> qui consiste à comparer le revenu ou la consommation de la population à un seuil de pauvreté exprimé dans les mêmes termes. Tout individu dont le revenu (ou la consommation) est inférieur à ce seuil donné est alors considéré comme pauvre.</p> <p>•<b>seuil de pauvreté extrême (SPE : aujourd'hui 1.25\$/jour)</b> le revenu serait tout juste suffisant pour acheter la nourriture.</p>	<p>Révélation des aspects :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-son incidence (nombre de ménages en dessous du seuil de pauvreté)</li> <li>-son intensité (étendue de la pauvreté)</li> <li>-la sévérité de la pauvreté.</li> </ul>	<p>vision partielle de la pauvreté : le bien-être des ménages ne dépend que de leur revenu (ou de leur consommation privée).</p>

-par contre le PNUD a utilisé des méthodes de **mesure multidimensionnelle du développement ou de la pauvreté** à travers :

- Indicateur de Développement Humain (IDH) : (au début des années 90) : pauvreté multidimensionnelle : à part le revenu ; il y a la santé (qui évoque la durée de vie), l'accès à l'éducation, le niveau de vie (on étudie particulièrement les revenus et les Produits Intérieurs Bruts)

- IPC : **L'Indicateur de Pénurie de Capacités** : indicateur qui exprime le manque.

Il y a aussi beaucoup d'autres comme les IPH, IPM ...

## SECTION II : LA PAUVRETE à MADAGASCAR

Pour le pays, il a aussi son propre définition de la pauvreté : « est classé comme pauvre, tout individus dont la contre-valeur monétaire de ces consommations annuelles est en dessous du seuil de 468 800ar au prix de la Capitale »

## 1) La mesure de la pauvreté à Madagascar

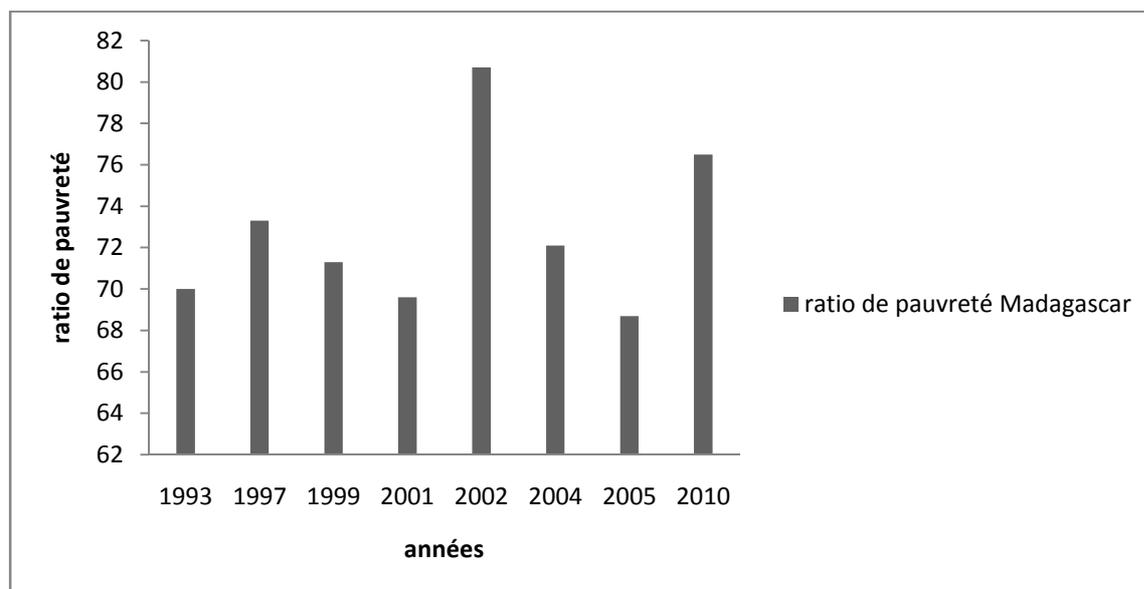
Comme tous les pays, Madagascar utilise les indicateurs de mesure de la pauvreté que ce soit ceux de la Banque Mondiale que ceux du PNUD. En outre, il possède aussi des autres mesures comme ceux appliqués par le projet MADIO :

- seuil de pauvreté établi à partir de l'estimation du coût d'un ensemble de produits alimentaires de base (riz mais aussi maïs, manioc...) en tenant compte des habitudes alimentaires de la population et des différents prix régionaux.
- À travers le niveau de calories consommées par les ménages. Si l'apport calorique moyen à Madagascar (2140 calories) est supérieur au minimum quotidien nécessaire (2133 calories),

## 2) Evolution de la pauvreté à Madagascar

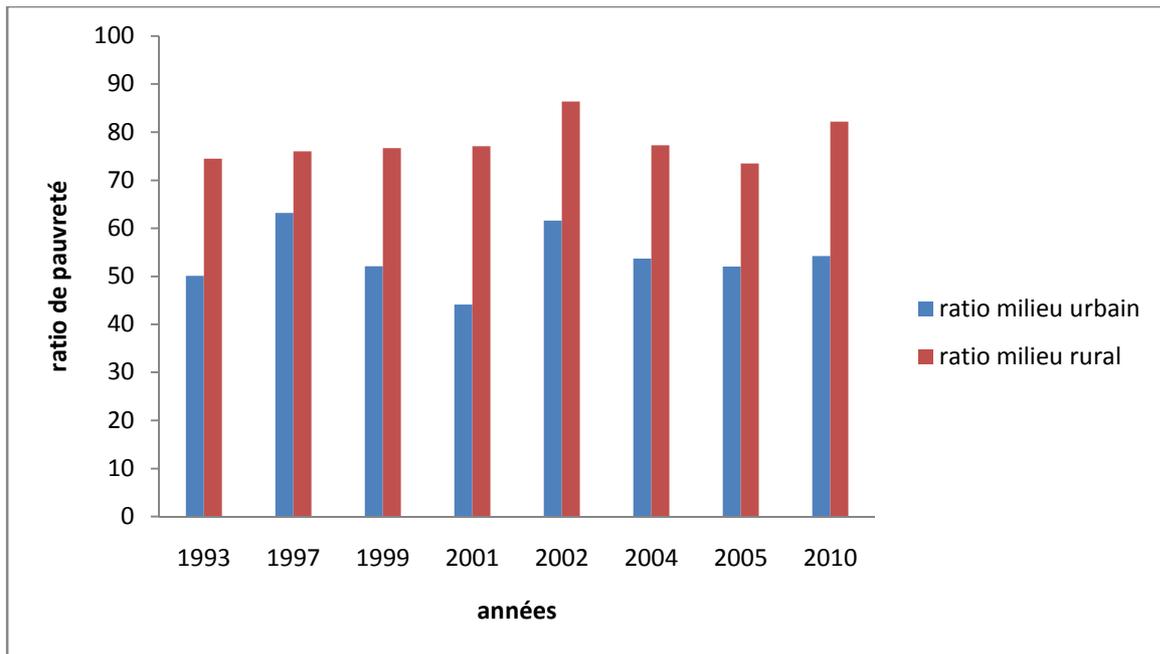
Pour mieux représenter les évolutions de la pauvreté à Madagascar, on va les afficher sous forme de graphique où on y trouve les évolutions des ratios de pauvreté ainsi que les intensités de pauvreté.

Graphique 5: Evolution des ratios de pauvreté à Madagascar



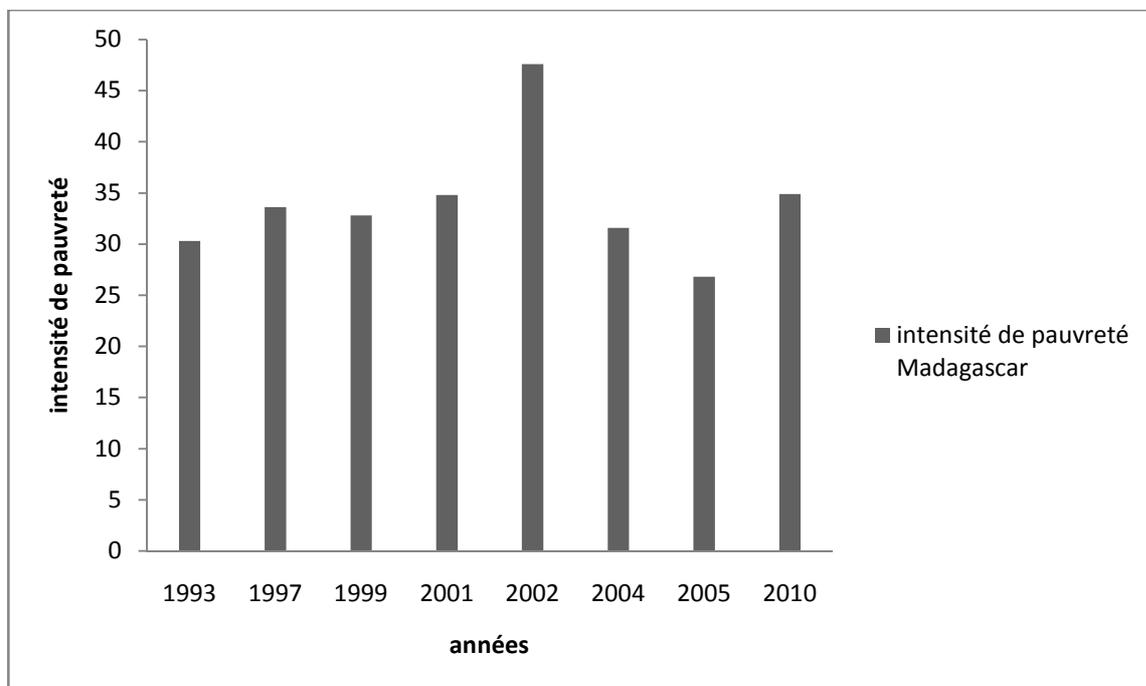
Source : INSTAT point information/02 sept 2011, nos propres calculs

**Graphique 6 :** Evolution des ratios de pauvreté urbain et rural



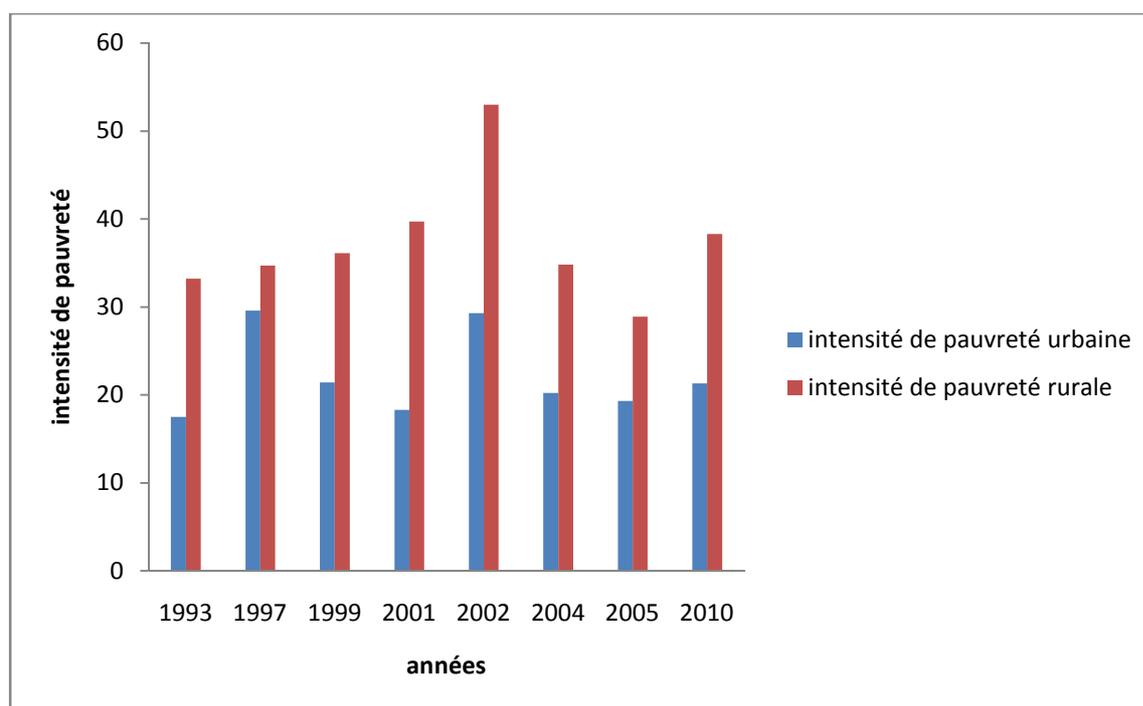
Source : INSTAT point information/02 sept 2011, nos propres calculs

**Graphique 7 :** Evolution de l'intensité de pauvreté à Madagascar



Source : INSTAT point information/02 sept 2011, nos propres calculs

Graphique 8: Evolution de l'intensité de pauvreté urbaine et rurale



Source : INSTAT point information/02 sept 2011, nos propres calculs

En observons bien ces graphiques représentatifs de la pauvreté à Madagascar, et :

- si on fait une petite comparaison entre les urbains et les ruraux pour chaque graphique, on peut voir qu'il y a toujours des différences entre les deux secteurs que ce soit sur les ratios de pauvreté que sur les intensités. Les urbains s'alignent plutôt avec l'évolution des chiffres pour le cas du pays tout entière, par contre au niveau des ruraux, les chiffres augmentent d'années en années surtout entre les périodes 1993 à 2002. Ce qui signifie encore que la pauvreté est beaucoup plus remarquée dans le monde rural qu'en ville.
- Maintenant si va mener notre étude sur les périodes, on peut voir les effets des crises politiques subites par le pays sur les statistiques de la pauvreté :
  - En 2002 par exemple il y a des augmentations au niveau des ratios ainsi que des intensités de pauvreté
  - De même en 2010 : on remarque aussi des élévations des chiffres

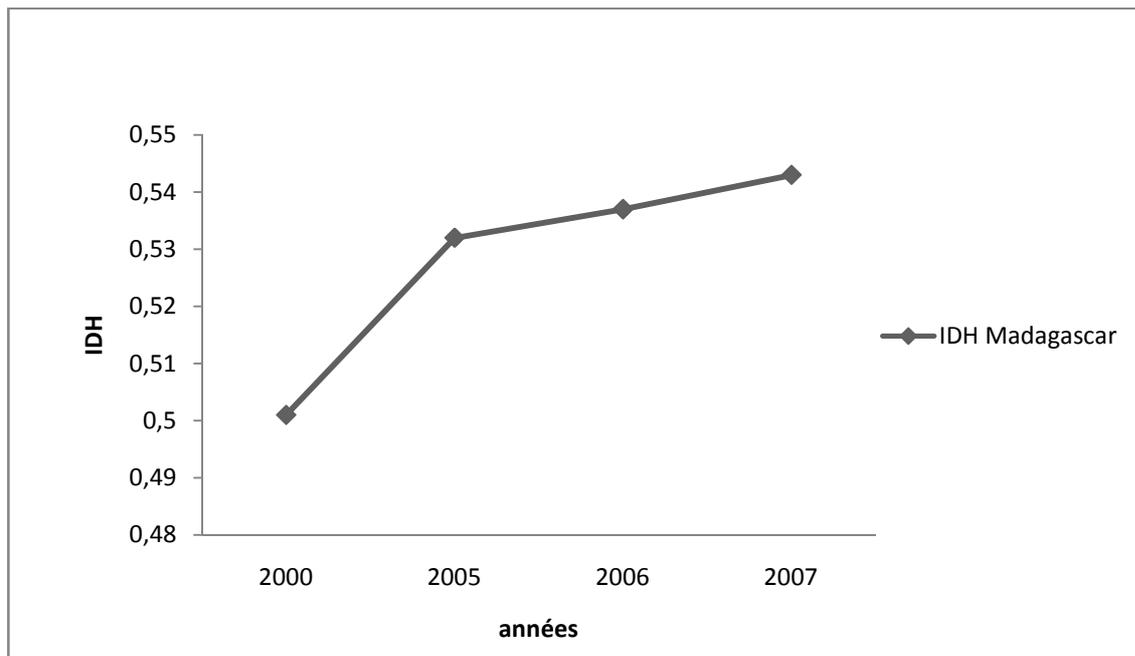
Ce qui nous amène à dire que les différentes crises politiques peuvent de nouveau accentuer la pauvreté d'un pays.

Selon les rapports de l'Unicef Madagascar, la pauvreté monétaire du pays s'est dégradée entre l'année 2005 et 2010, passant de 68,5 à 76,5% pour l'ensemble de la population (milieu urbain 52 à 54,2 ; milieu rural 73,5 à 82,2).

Selon aussi des autres ressources, Madagascar est le 6ème pays le plus pauvre du monde. PIB : 10,5 milliards de dollars US avec 458 \$ de PIB par habitant, +1,5 % en 2013.

Ainsi, en parlant des statistiques qui illustrent les taux de pauvreté d'un pays, on peut aussi parler des différents indices de développement. Pour le cas de Madagascar, son Institut National de la Statistique a publié des rapports concernant les IDH que nous allons représenter sous forme de graphe ci-après

Graphique 9: Tendances de l'Indice du Développement Humain Madagascar(IDH)



Source : INSTAT, nos propres calculs

**PARTIE 2**

**CADRE ANALYTIQUE**

**ET**

**RESULTAT**

Pour cette partie analyse, nous allons nous concentré sur l'impact des différents évolutions des activités des institutions de microfinance malgache à la lutte contre la pauvreté dans ce pays, en d'autre terme par rapport aux différents critères qui caractérisent la pauvreté multidimensionnelles ou ce qui concerne la vie de la population.

## **CHAPITRE 1 : ANALYSE DESCRIPTIVE**

Pour cette analyse, on va utiliser les tendances des courbes pour pouvoir faciliter les interprétations. Concernant les différents graphiques, on a pris comme coordonnées de chaque courbe la fonction logarithme des données. Cependant, pour les variables expliquées qui évoquent la vie de la population en directe, on concentrera nos études sur la fonction logarithme de la croissance de ces variables au cours du temps ( $\ln \frac{X_2}{X_1}$ ) pour pouvoir déterminer les impacts des activités des institutions de microfinance.

On va alors distinguer différents schémas montrant les relations entre :

-le PIB réel et l'évolution des activités des institutions de microfinance comme:

\*nombre de clients de 2003 à 2012

\*montant des encours de crédits de 2009 à 2012

\*ainsi que les points de services existants de 2000 à 2012

-l'éducation particulièrement celle de l'éducation primaire avec les évolutions des activités des institutions de microfinance comme:

\*nombre de clients de 2003 à 2012

\*montant des encours de crédits de 2009 à 2012

\*ainsi que les points de services existants de 2000 à 2012

-la consommation par rapport aux nombres des :

\*clients de 2003 à 2012

\*crédits octroyés de 2009 à 2012

-pour les côtés statistiques, nous comparerons :

\* l'Indicateur de Développement Humain(IDH) par rapport aux crédits de ces institutions de microfinance entre 2009 à 2012.

\*les ratios de pauvreté et les intensités par rapport aux nombres des clients des IMFs entre 2002 à 2010.

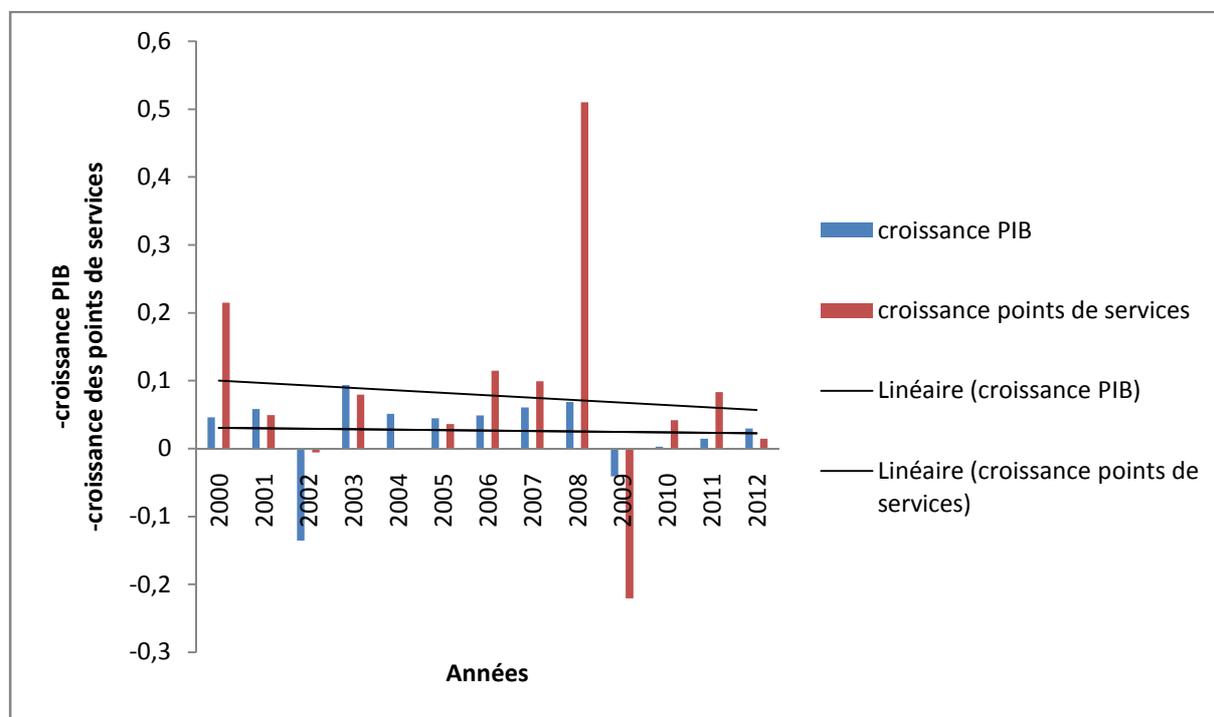
A chaque schéma, nous allons évoquer notre interprétation concernant les liens qui existent entre les microfinances et la lutte contre la pauvreté.

## SECTION 1: RELATION DES VARIABLES EXPLIQUANT LA VIE DE LA POPULATION ET LES ACTIVITES DES IMFS

### I/ RELATION ENTRE PIB REEL ET LES ACTIVITES DES MICROFINANCES

#### a) Constatation en fonction des tendances des courbes

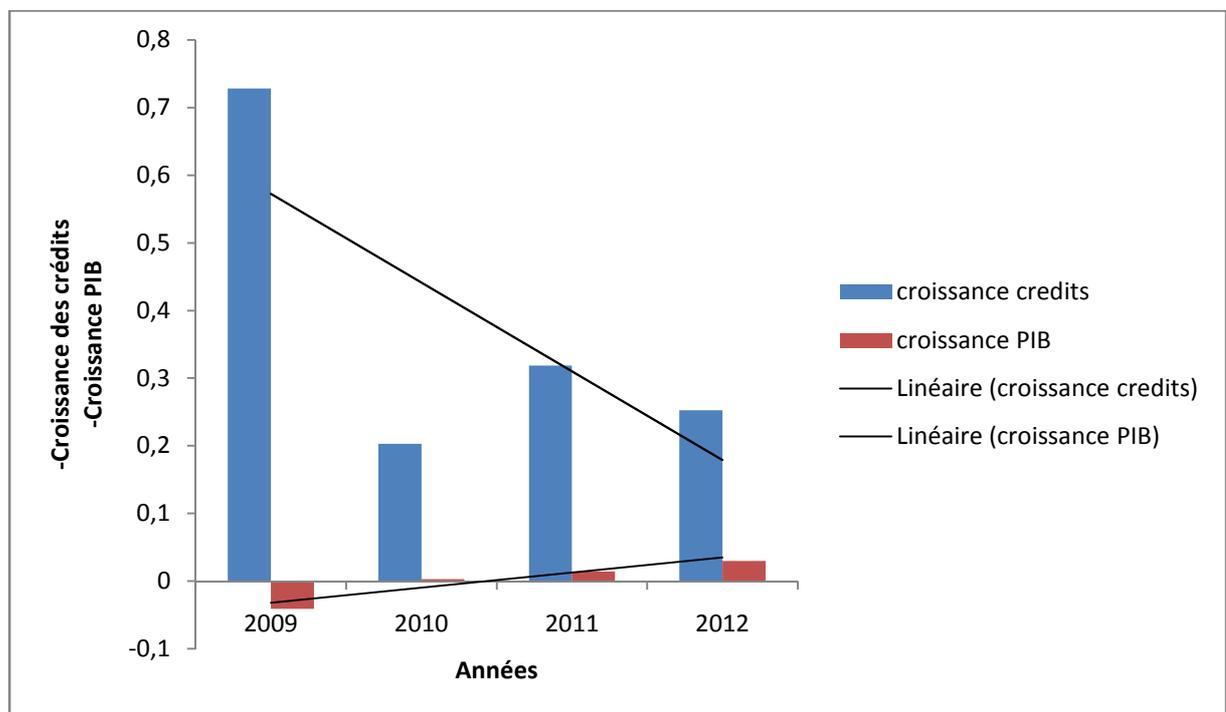
- Graphique 10 : Croissance du PIB réel par rapport à ceux des points de services



Source : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

D'après ce graphique, on observe des augmentations au niveau du nombre de points de service, par contre, cette croissance n'a cessé de diminuer depuis l'an 2000 si on se réfère à la tendance en générale de courbes. De même, le PIB réel durant cette période a connu aussi des augmentations. Cependant, pour lui, la tendance de la croissance de ces augmentations n'a pas trop changé mais est presque stable.

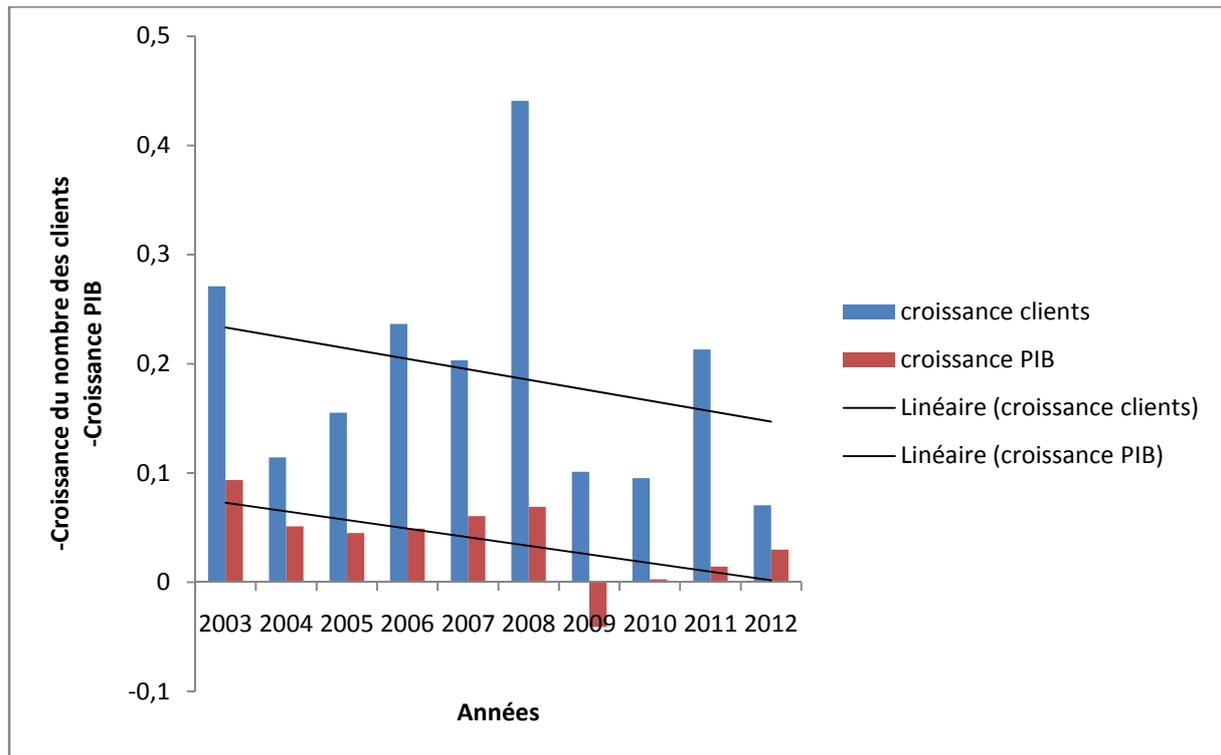
- Graphique 11 : Croissance du PIB réel par rapport à ceux des montants du crédit en cours



Source : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

En observant les deux tendances des courbes pendant les quatre années d'études, on voit que la croissance des deux variables ont des tendances différentes l'une de l'autre. Comme les variables précédentes, le PIB réel et les crédits ont tous les deux connu des augmentations durant cette période. Par contre, la croissance du crédit en cours se diminue d'année en année alors que celle des PIB réels selon la tendance progresse

- Graphique 12 : Croissance du PIB réel par rapport au nombre des clients



Source : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Les deux variables comme les autres, ont augmentés durant ces périodes d'études. A première vue du graphique, plus précisément des deux tendances, on a remarqué leur « parallélisme ». En effet, en générale, en se basant sur les tendances des courbes, on voit qu'elles suivent des allures identiques. Il y a d'un côté la diminution de la croissance des PIB réel, mais aussi de l'autre côté celle du nombre de clients.

#### b) Conclusion provisoire de la constatation

Après avoir étudié les allures des tendances des courbes représentant la croissance du PIB réel ainsi que celles des activités des institutions de microfinances, on peut tirer que :

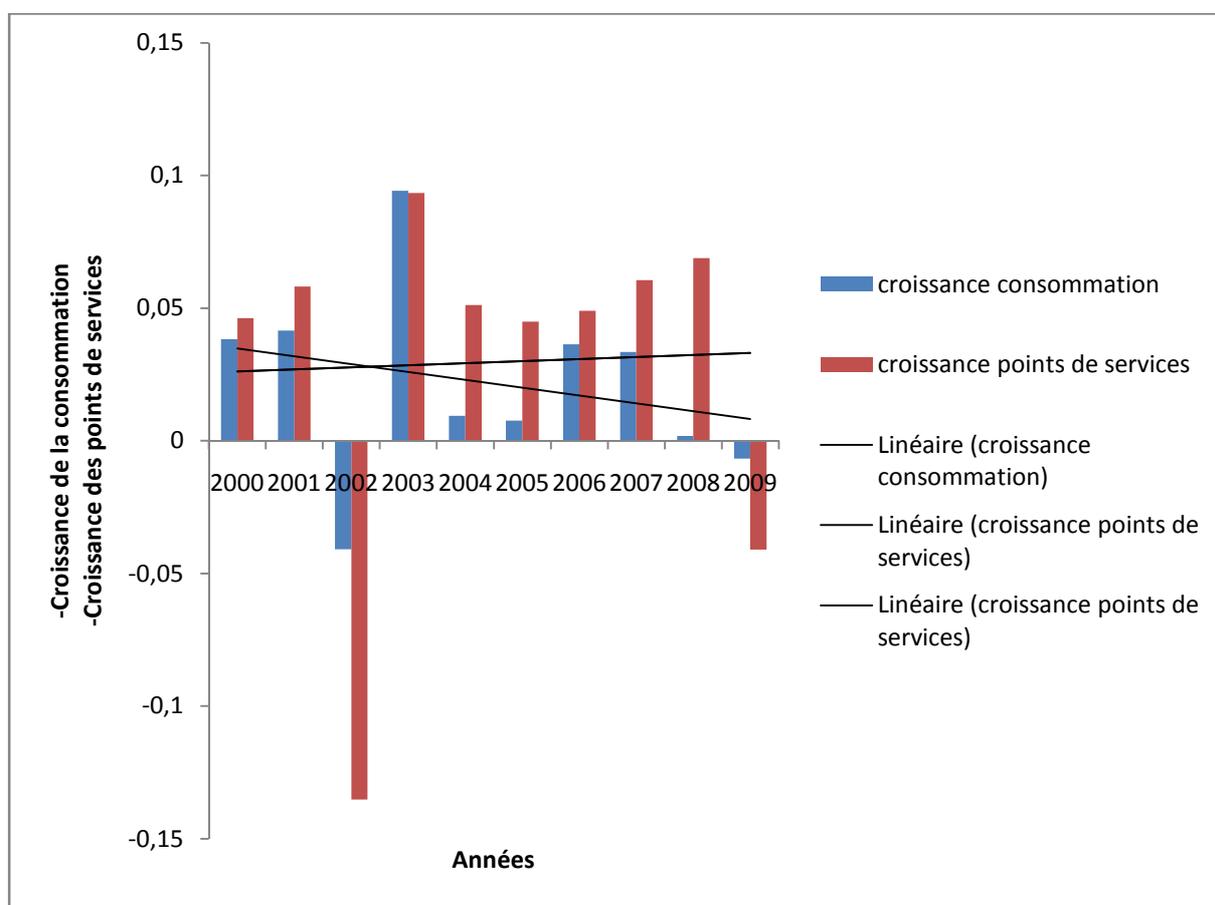
- Les variables ou plutôt les activités des IMFs comme l'augmentation des points de services dans le pays ainsi que l'augmentation des crédits en cours ne présentent pas des effets sur le PIB de Madagascar.
- Seule la variable client c'est-à-dire l'augmentation du nombre de clients des IMFs a des impacts sur l'augmentation du PIB réel. en d'autre terme, le mouvement de la

clientèle a des effets sur celle du PIB (la diminution de la croissance est réciproque pour les deux variables).

## II/ LA CONSOMMATION ET LES ACTIVITES DES MICROFINANCES

### a) Constatation en fonction des tendances des courbes

- Graphique 13 : Croissance de la consommation par rapport à celle des points de services



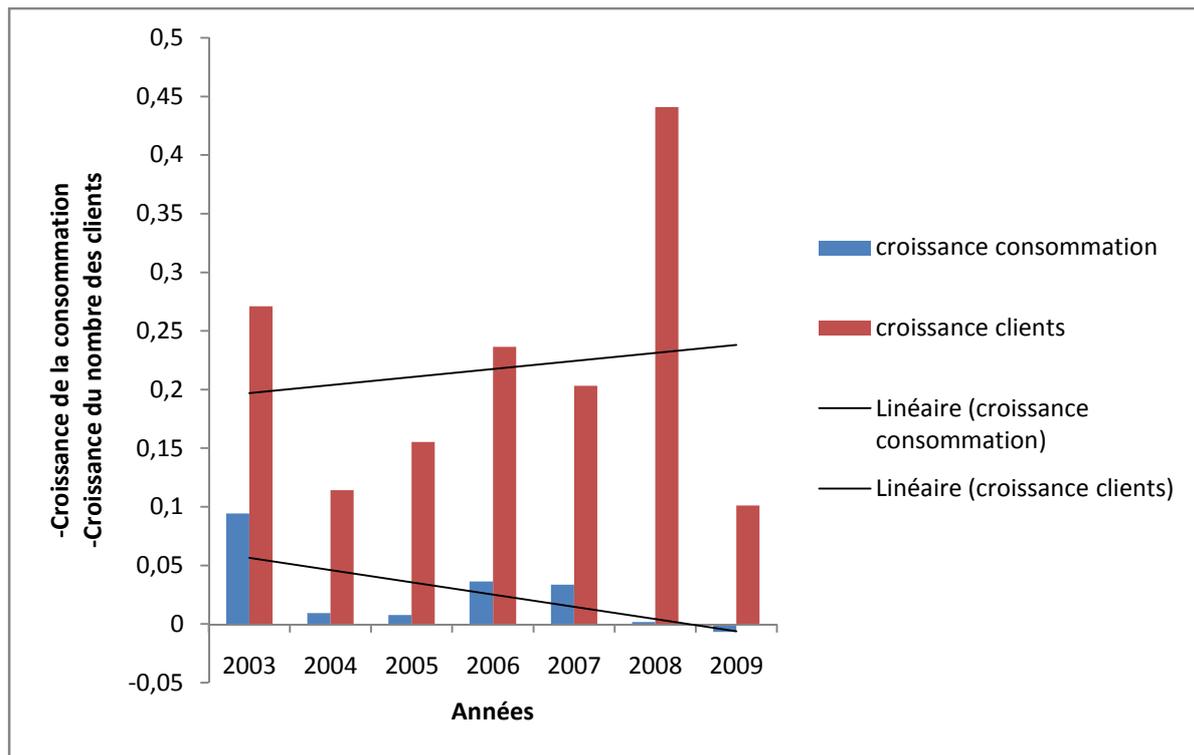
Source : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Avant de procéder à l'interprétation, on tient à remarquer que ces deux variables ont connu des évolutions/augmentations durant ces périodes.

Ainsi, le graphique suivant nous montre que la croissance des points de services et la consommation durant cette période suivent des tendances contraire. En effet, on voit que les

points de services ont accrus de plus en plus d'années en années, par contre, la consommation s'il a affiché une augmentation, celle-ci n'a pas été d'une façon ascendante mais diminue chaque année.

- Graphique 14 : Croissance de la consommation par rapport à celle du nombre de clients



Source : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Comme les variables précédentes, elles ont aussi augmenté durant cette période de l'étude. Selon les tendances des courbes, on voit que celle qui représente la croissance du nombre de la clientèle a une allure ascendante, en d'autre terme la croissance du client augmente en générale pendant cette période. Par contre, malgré l'augmentation affichée de la consommation malgache, cela n'est pas permanente mais qui diminue petit à petit.

#### b) Conclusion provisoire de la constatation

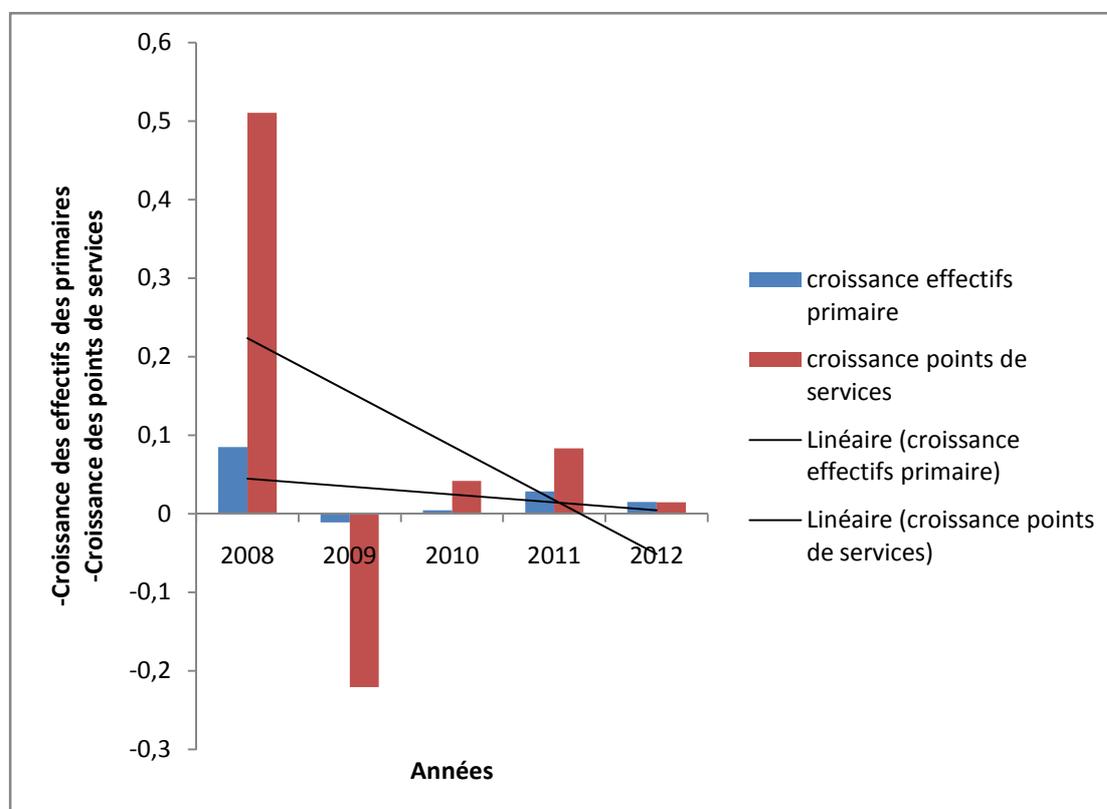
En résumé, on peut tirer comme une petite conclusion que l'évolution du nombre de points de service n'affecte pas celle de la consommation car selon le graphique ils ont des tendances

strictement contraires. Par contre même si les tendances de courbes représentatives de la consommation et du nombre des clients des IMFs suivent des directions différentes, si on approfondira notre étude, on sera amené à dire qu'il y a des relations entre les deux variables.

En effet, l'augmentation du nombre de clients par les IMFs conduira à l'augmentation même des crédits. Cela va à son tour augmenter la masse monétaire qui circule dans le pays. Ainsi, avec nos connaissances, selon la loi du marché, quand ce phénomène induira une augmentation de la demande, elle va accentuer l'augmentation du prix au niveau du marché ce qu'on peut appeler « l'inflation ». Par conséquent, cela va forcément, même avec un faible taux, conduire à la diminution de la consommation des ménages. Ainsi, on peut dire que l'augmentation des clients des IMFs a des impacts sur la consommation de la population mais on parle surtout des impacts « négatives » pour la vie de la population.

### III/ L'EDUCATION ET LES ACTIVITES DES MICROFINANCES

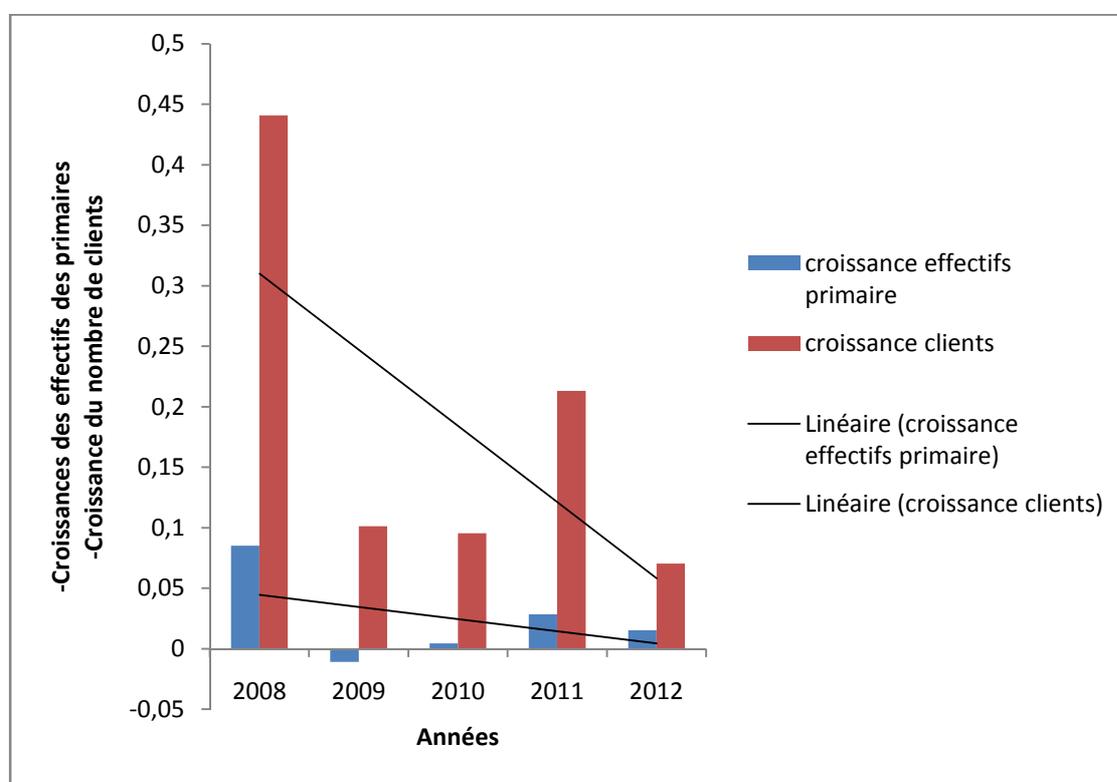
- Graphique 15 : Croissance des effectifs des élèves par rapport à celle des points de services



Source : MEN, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Ces variables concernant l'éducation primaire et les points de services de la microfinance ont connu des augmentations durant ces années d'études. Cependant, le graphique suivant nous montre que ces augmentations ne suivent pas des croissances assez élevées chaque année, ce qui a engendré la courbe de tendance des deux descendantes. En observant très bien, on voit que, même si elles sont en baisse, ces tendances ne sont pas parallèles. En d'autres termes, la pente de celle des points de services est plus grande que celle des effectifs des élèves.

- Graphique 16 : Croissance des effectifs des élèves en primaire par rapport à celle du nombre de clients



Source : MEN, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

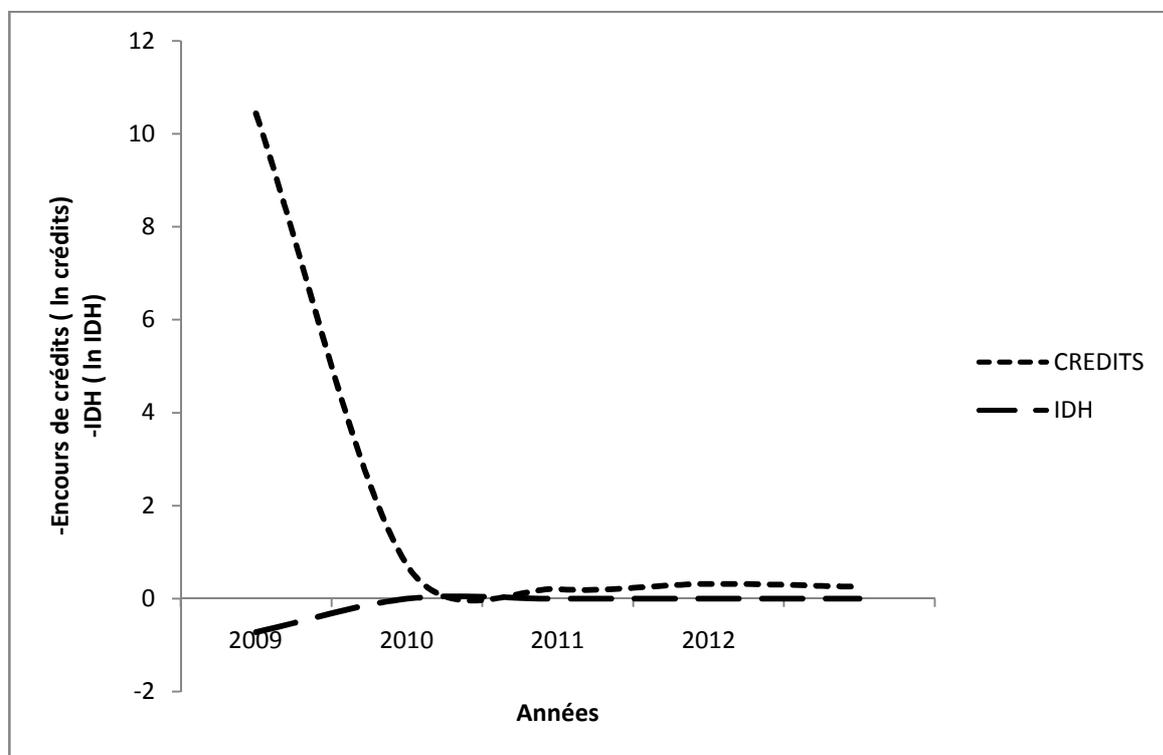
Comme toutes les autres variables, elles connaissent aussi des augmentations durant ces années. Ainsi, selon ce graphique, les deux courbes qui représentent les tendances d'évolutions des deux variables suivent une même allure descendante. Même si elles ne sont pas parallèles, on voit qu'elles ne sont pas trop contraires.

## SECTION 2 : RELATION DES STATISTIQUES DE LA PAUVRETE DE MADAGASCAR ET LES ACTIVITES DES IMFS

Dans cette section, on n'utilisera plus la croissance des variables mais seulement ces vraies valeurs en fonction logarithme pour étudier les relations existantes entre eux.

Premièrement, on prendra le graphique représentant les rapports entre les IDH et les en cours de crédits des IMFs.

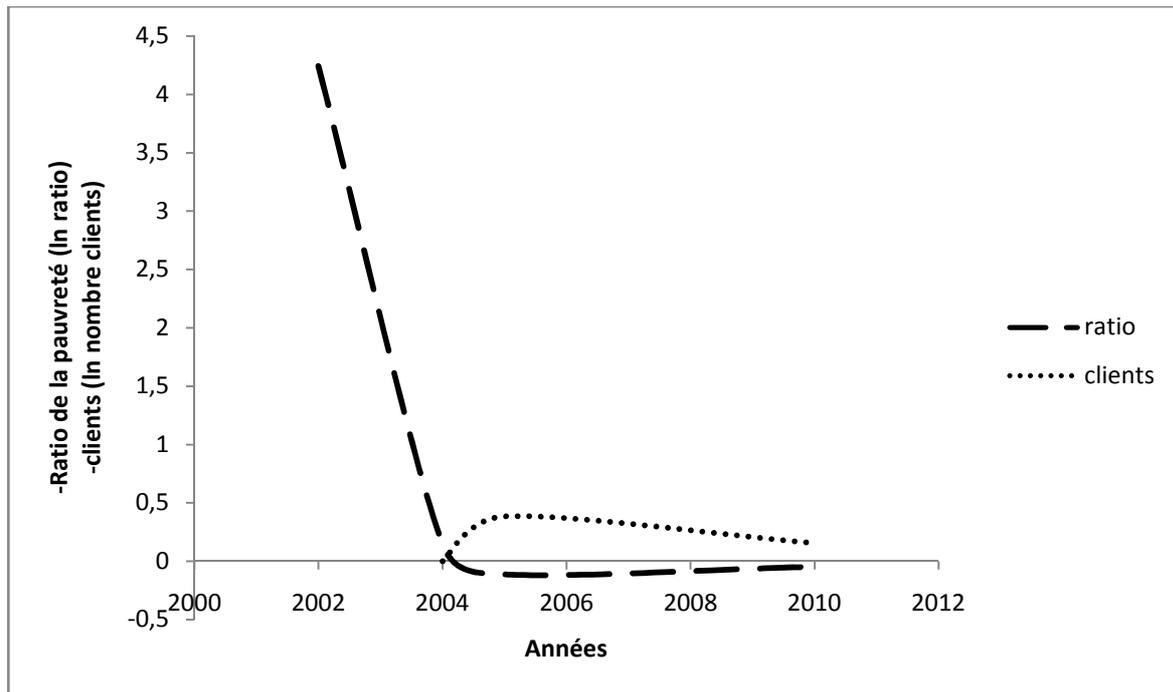
I/Graphique 17 : L'Indicateur de Développement Humain par rapport aux en cours de crédits des IMFs



Sources : PNUD, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

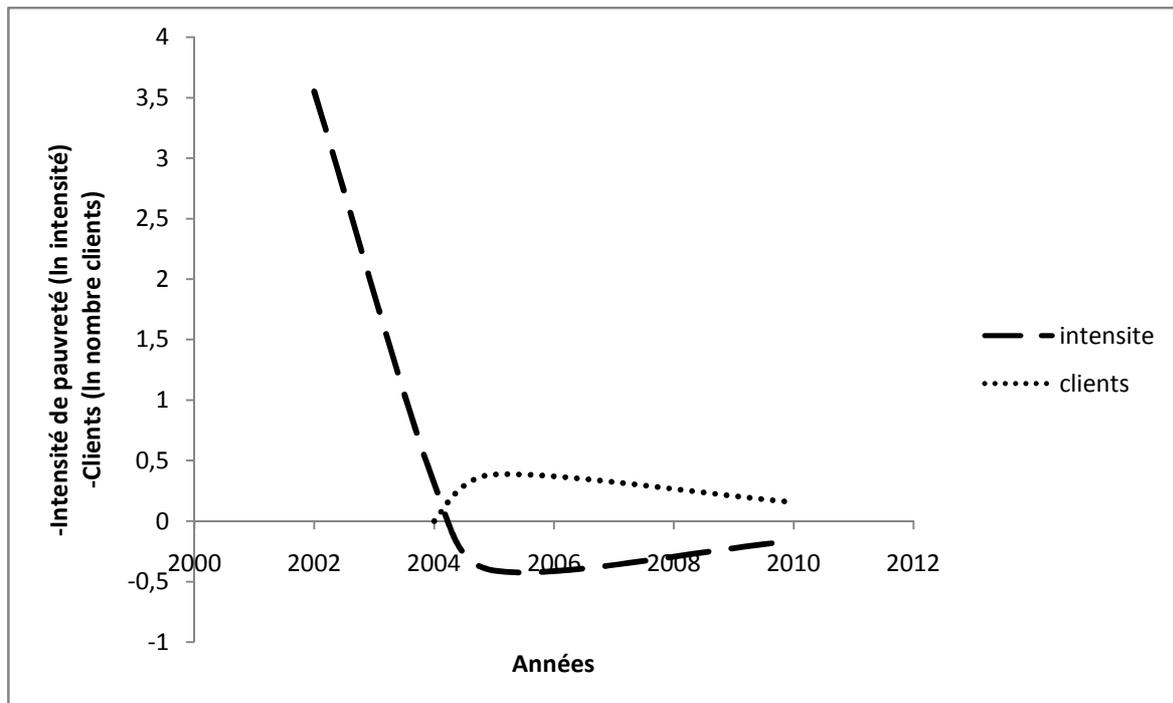
A première vue du graphique, on voit qu'avant l'année 2010, ou plutôt entre 2009 et 2010, les crédits en cours ont diminué contrairement au niveau des IDH qui se sont augmenté. Mais après 2010, on voit que les deux courbes représentatives des deux variables sont presque parallèles.

II/Graphiques 18: Les ratios de pauvreté malgache par rapport au nombre de clients des IMFs



Source : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Graphiques 19 : Les intensités de pauvreté par rapport au nombre de clients des IMFs



Source : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

En observant les deux graphiques qui se suivent, on voit que depuis l'année 2004, plus le nombre de clients des IMFs diminue plus les ratios et les intensités de pauvreté de Madagascar augmentent.

En résumé, l'augmentation du nombre de client des IMFs a des impacts sur la lutte contre la pauvreté car les statistiques qui affichent la situation de pauvreté de Madagascar est inversement proportionnelle à l'évolution des clients.

En guise de petite conclusion, après les différentes études pour le cas de Madagascar, on a trouvé les résultats suivants :

- Pour les deux variables mesurant la pauvreté multidimensionnelle (bien-être) : la consommation et l'éducation, on constate que seuls les nombres de clients ont presque des effets sur eux mais les évolutions des nombres de caisses ne suivent pas les mêmes tendances d'évolutions de ces variables.

Dans notre étude, si on procède à une étude plutôt politique économique, on peut dire qu'il existe une relation inverse entre le nombre de clients et la consommation. En effet, l'augmentation des clients affecte premièrement la demande de la population or selon la loi de l'offre et de la demande, cette situation va à son tour augmenter les prix sur le marché (inflation). Cependant ce phénomène entrainera des effets contradictoires, en d'autre terme cela va diminuer la consommation.

Parallèlement à cela, les IMFs ont fait augmenter leurs points de services d'année en année pour aider la population dans leurs charges.

Cependant, l'augmentation des agences ou des points de services ne résolve aucun problème financier des ménages tant qu'ils n'y adhèrent pas et s'ils n'y prêtent pas de l'argent. C'est le cas qu'on remarque dans cette étude ; les évolutions des points de services ne sont pas assez explicatives sur les évolutions des activités générant des charges pour le ménage.

L'évolution des crédits en cours est le reflet de celle du nombre de clients et on peut imaginer que les crédits sont utilisés pour combler les manques financières dans la famille ; surtout concernant la consommation et l'éducation qui sont des dépenses presque inévitables.

De même raison pour le PIB, quand les ménages cours vers les IMF, ils cherchent des plus de revenus car son revenu net ou son salaire ne lui permette pas de satisfaire ses besoins.

Or, quand ils reçoivent des crédits, son revenu augmente, ce qui va être un surplus de sa production interne car ça devient à sa possession. Ce surplus va à son tour gonfler les Produits Intérieurs Bruts d'un pays lors de l'évaluation. Cet effet est surtout remarqué lorsque le nombre des emprunteurs augmentent (fait parallèle avec l'augmentation des crédits) et qui va ensuite améliorer chaque revenu de la clientèle.

- Concernant les différentes statistiques sur la pauvreté, précédemment on avait étudié les impacts sur les composantes permettant d'évaluer la pauvreté. Maintenant on va parler de la vraie mesure (valeur) c'est-à-dire les résultats de la pauvreté. On va en distinguer pour cela : les IDH publiés par l'ONU où l'IDH de Madagascar par rapport aux autres pays du monde entier, les ratios et les intensités de la pauvreté pour le cas de Madagascar.

Pour l'IDH, les études nous ont montré qu'il a affiché une tendance presque horizontale (même s'il y a des faibles diminutions) contrairement aux crédits qui s'accroissent progressivement. Nous pouvons alors dire que l'augmentation des encours de crédits dans notre pays ne permette pas d'augmenter notre IDH mais par contre jusqu'ici elle permet de les maintenir à autour de son niveau pour qu'elle ne chute pas trop.

De même pour les autres statistiques de la pauvreté, elles varient chaque année ; il y a des fois où elles baissent mais après elles remontent et ainsi de suite. Mais quelques fois, d'un côté, en observant les différentes valeurs, on arrive à penser qu'elles varient en fonction des évènements politiques ou des environnements économiques de chaque région. De l'autre côté, si on étudie plutôt les tendances des courbes, on perçoit que quand les activités des IMF diminuent, les statistiques de la pauvreté augmentent.

## **CHAPITRE 2 : ANALYSE ECONOMETRIQUE**

Dans cette section, nous allons plutôt nous concentrer sur les études à l'aide des modèles et méthodes économétriques pour pouvoir confirmer notre analyse descriptive.

Pour cela, on va utiliser deux types de méthodes selon le cas de nos données :

-pour étudier le PIB réel et la consommation, on va prendre des modèles économétriques et les estimés par « EVIEWS » pour pouvoir tirer des conclusions à la fin

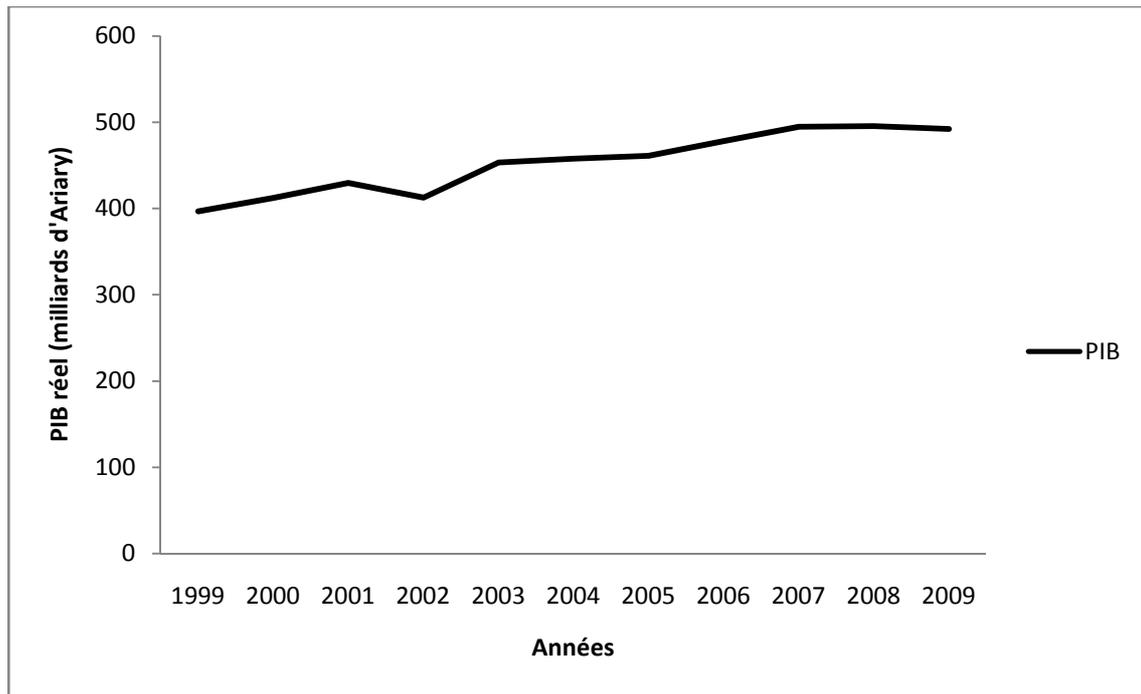
-pour trouver le lien entre l'éducation et les activités des institutions de microfinances, on va plutôt étudier les efficacités des 22 régions de Madagascar en matière d'éducation puisqu'elles possèdent tous des points de services des institutions de microfinances. Notre étude va nous montrer quelle région a un résultat efficace sur les éducations en fonction des points de services existant dans leur région ou est-ce que tous les régions de l'île sont tous inefficaces sur l'éducation si on l'étudie par rapport à ces activités des microfinances.

Après avoir utilisé et étudié ces différents modèles, nous allons tirer des conclusions sur les impacts des institutions de microfinances sur ces caractéristiques de la pauvreté.

### **SECTION I : EVOLUTIONS DES VARIABLES D'ETUDES**

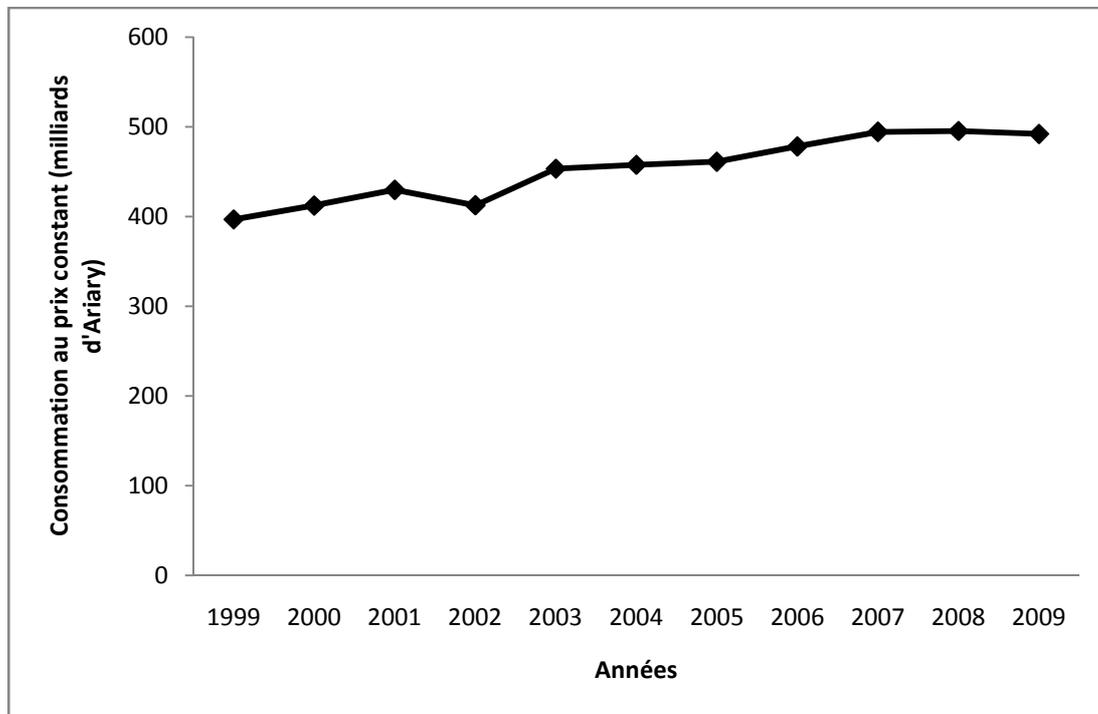
Avant de passer à l'étude, voyons un à un les évolutions remarquées au niveau de ces variables en utilisant des graphiques :

Graphique 20 : Le PIB réel (en milliards d'Ariary)



Source : INSTAT, nos propres calculs

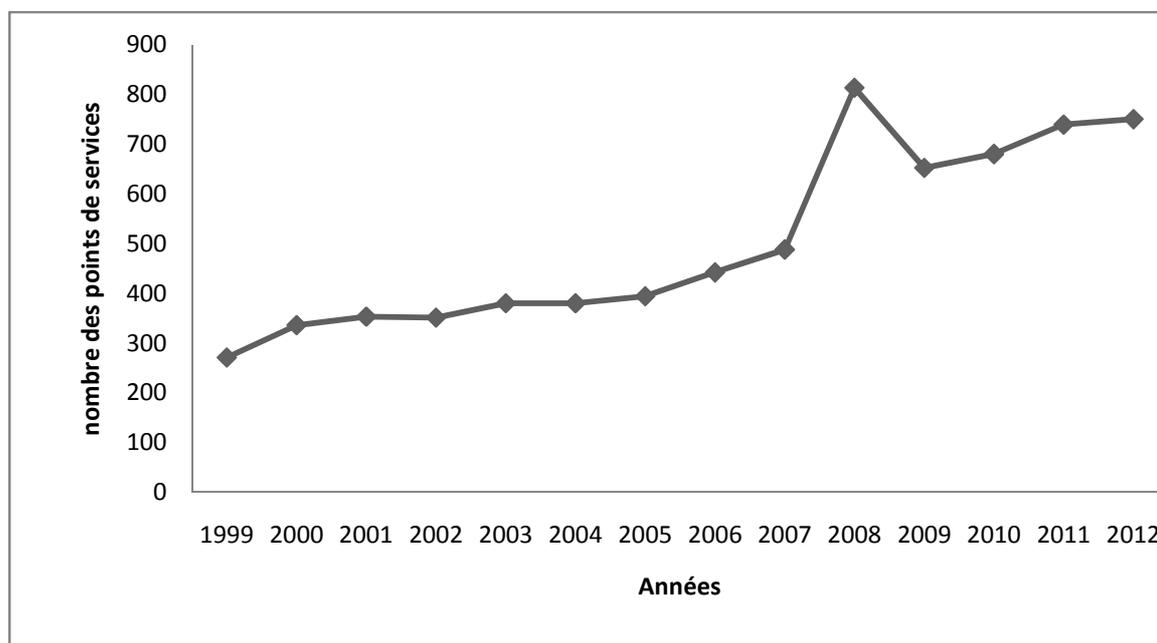
Graphique 21 : La consommation au Prix constant (en millions d'Ar)



Source : INSTAT, nos propres calculs

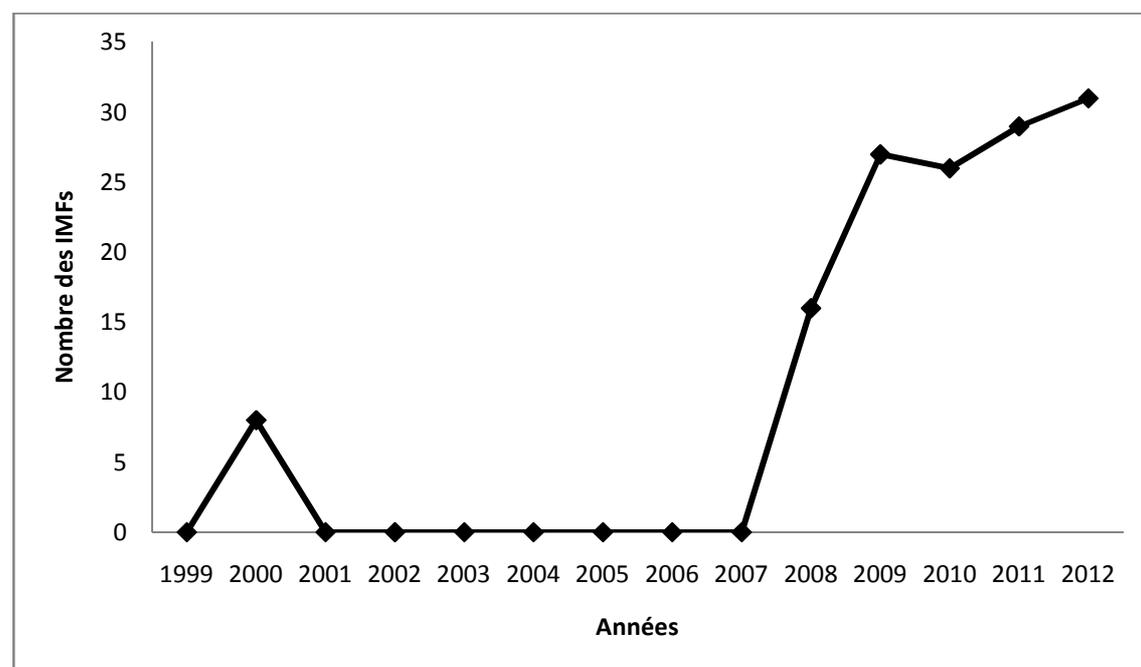
Les activités des Institutions de MicroFinances à Madagascar :

Graphique 22: Evolution des nombres des points de services



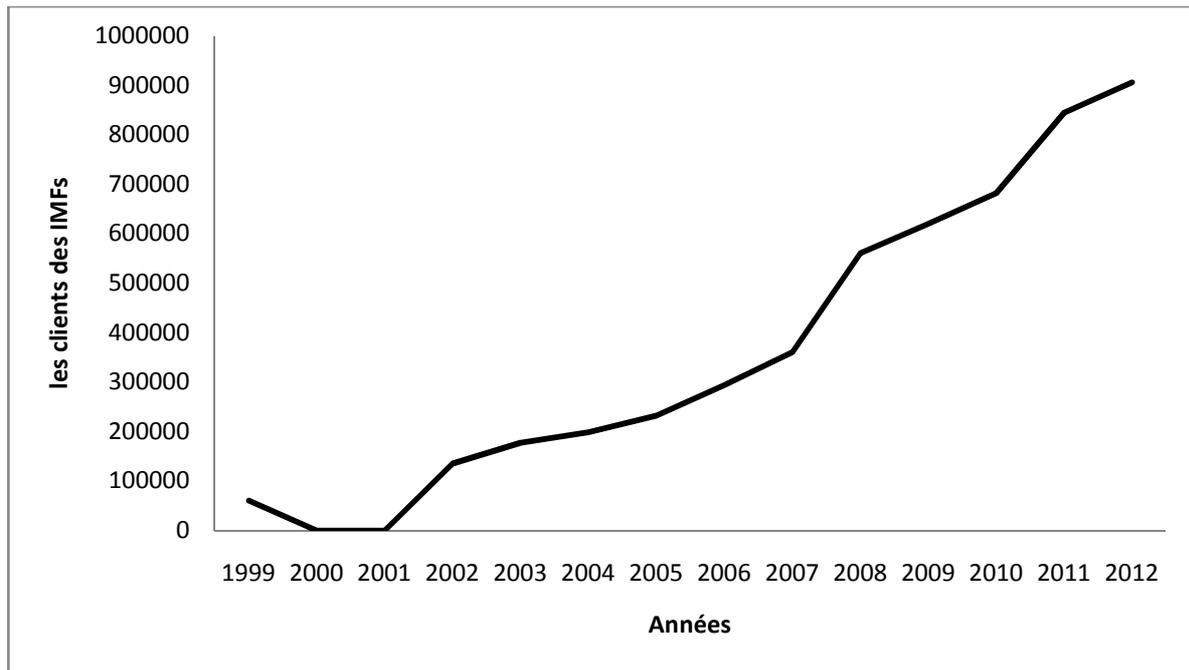
Source : REF 1990-2013/CNMF, nos propres calculs

Graphique 23: Evolution du nombre des IMFs



Source : REF 1990-2013/CNMF, nos propres calculs

Graphique 24: Evolution de la clientèle des IMFs



Source : REF 1990-2013/CNMF, nos propres calculs

## SECTION II : ETUDE EN FONCTION DES MODELES ECONOMETRIQUES

### 1) Approche économétrique

Dans cette sous-section, on va tenir compte de deux(2) modèles avec des variables explicatives commun mais les variables à expliquer sont :

- PIB réel
- la consommation

Pour les deux variables : PIB réel et la consommation, on va prendre comme modèle économétrique à étudier la forme suivante :

$$\mathbf{VaP}_{it} = c + c1 Cl_t + c2 Po_t$$

Avec VaP : variable de la pauvreté qu'on étudie

i : (PIB réel, consommation)

Cl : clients

Po : points de service

t : années (2002-2009)

Les estimations<sup>4</sup> des équations par EVIEWS nous ont donné :

Tableau 4 : Estimation des deux modèles

Variable à expliquées	Modèle 1		Modèle 2	
	PIB réel	t-stat	Consommation	t-stat
Variable explicative				
C1	0.000323	3.705391	0.000164	3.386119
C2	0.003069*	0.032448	-0.052912*	-1.004970
Constante C	431.6709	20.15762	442.5812	37.12657
R2	0.867910		0.735992	
DW	0.054041		0.104455	
observations	32		32	

Source : INSTAT, nos propres calculs

(\*) Non significatifs au seuil de 5%

Après l'estimation de nos modèles on a obtenu les constantes et les différentes statistiques et on peut les interpréter comme suit :

- Les R2 des deux modèles sont proche de 1 ce qui signifie qu'ils sont considérés comme modèle qu'on peut utiliser
- Encore suite aux estimations avec EVIEWS, on a pu conclure à partir des probabilités que :

<sup>4</sup>Après quelques interpolations

- Les variables clients sont significatifs pour expliquer les deux modèles,
  - Les variables points de service ne sont pas significatifs pour expliquer les deux modèles.
- En guise de conclusion, on peut dire que les évolutions des nombres de clients des institutions des microfinances ont un impact sur l'évolution du PIB réel et celle de la consommation.

## 2) Analyse par la méthode DEA

Dans cette section, on va procéder à l'analyse des efficacités des régions de Madagascar par l'intermédiaire de l'éducation (effectifs des élèves primaires publiques et privées) en fonction des points de services des Institutions de microfinances. Pour cela, on va utiliser l'approche non paramétrique, spécialement la méthode DEA, de Farrell (1957), généralisée par Charnes, Cooper et Rhodes (CCR). Cette méthode va nous permettre d'analyser et d'évaluer l'efficacité relative des régions en fonction des inputs et outputs considérés.

L'approche non paramétrique utilisant la méthode DEA peuvent être prise selon les orientations choisis tels :

- Orienté input : on détermine une efficacité conditionnée par l'économie sur les inputs,
- Orienté output : on détermine une efficacité conditionnée par l'optimisation des outputs en fonction des inputs donnés,
- Ou sans orientation.

Dans notre travail, on va déterminer une efficacité en variant ou en économisant les points de services des IMFs dans chaque région.

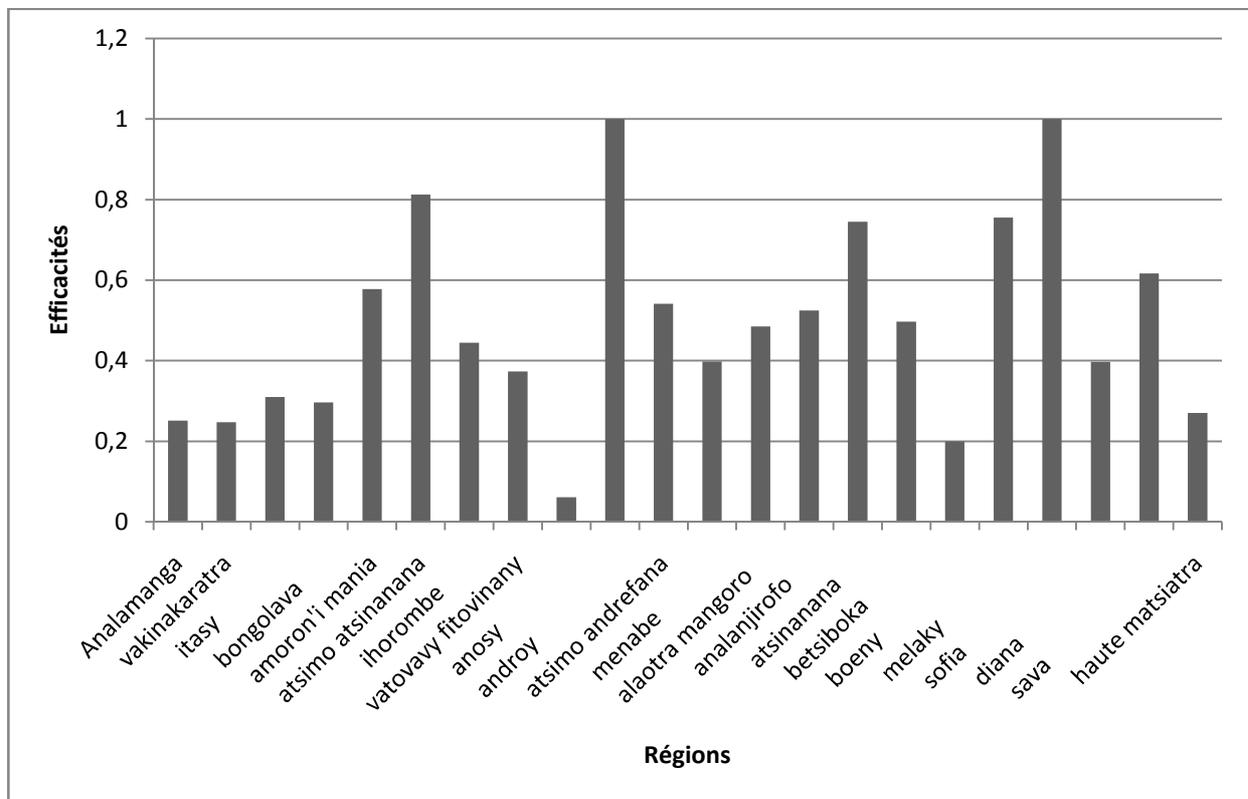
Selon Charnes, Cooper et Rhodes, leur modèle appelé « modèle CCR » doit suivre les étapes suivantes pour pouvoir déterminer les différentes efficacités :

- Définir tous les unités impliqués par la décision (exemple les 22 régions de Madagascar)
  - Définir, pour chaque unité, les inputs et les outputs
- Exemple pour notre travail, on prendra comme
- input : les points de services

-outputs : effectifs des élèves durant trois années scolaires (2010/2011, 2011/2012, 2012/2013)

- Définir l'efficacité de chaque unité (région) comme le rapport de la somme pondérée des outputs par celles des inputs et qui est toujours une valeur entre 0 et 1. Dans notre étude, les efficacités de chaque pays est donnée par le graphique suivant :

- Graphique 25: Efficacité de chaque région



Sources : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Après avoir trouvé l'efficacité de

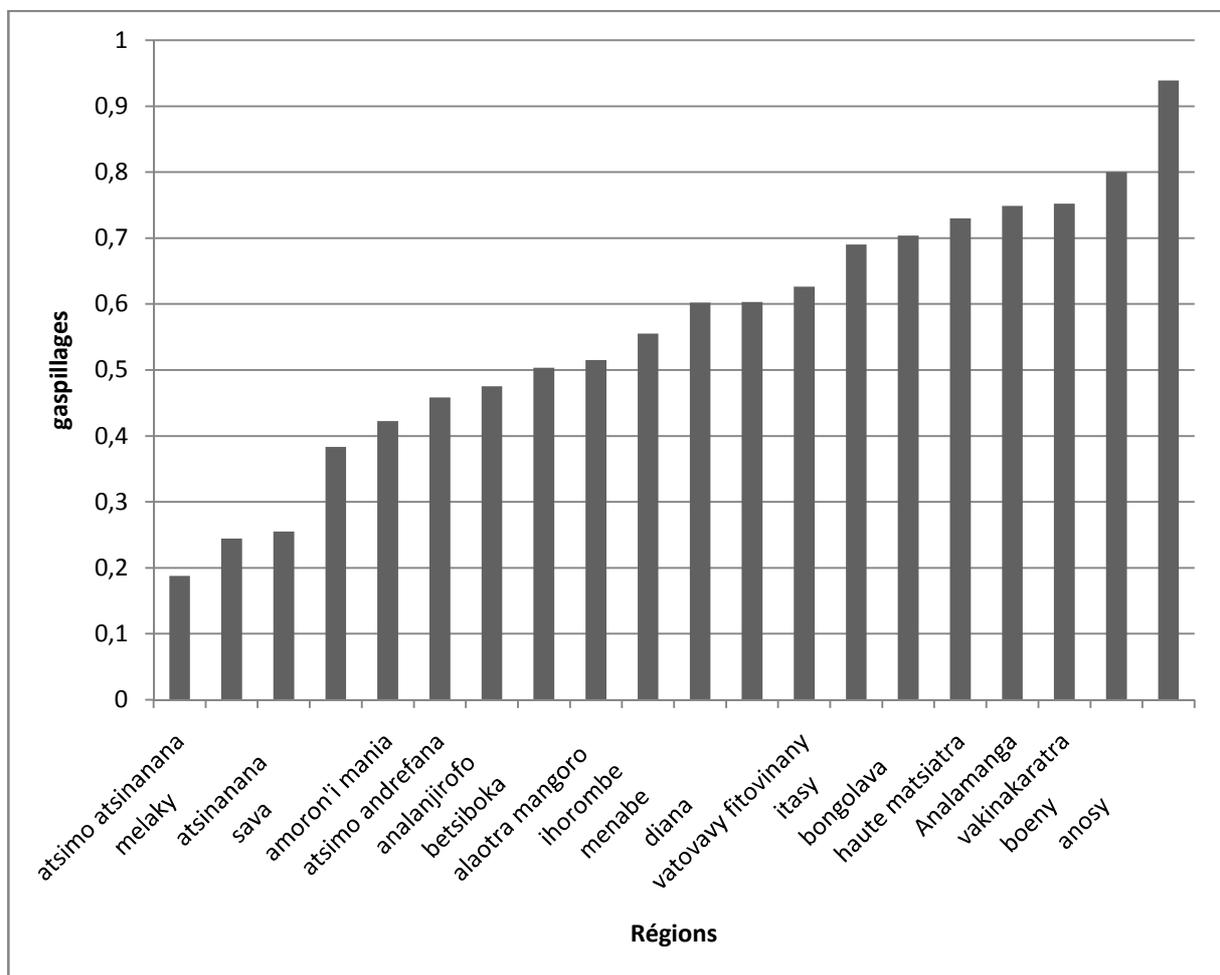
chaque région, on a remarqué sur le graphique que seules les régions d'Androy et de Sofie possèdent une efficacité égale à

1 mais tous les 20 restants sont inférieurs à 1. L'explication de ce résultat est que seules ces régions sont efficaces en matière d'éducation primaire exprimé par les points de services pendant les trois années scolaires consécutives. En d'autre terme, elles sont celles que les points de services des IMFs représentent un effet/un résultat sur le effectifs des élèves. Pour les autres efficacités

inférieurs à 1, les points de services existant dans ces régions ne permettent pas d’avoir des résultats sur les nombres d’élèves.

Selon les fondateurs du modèle, si une unité présente un phénomène d’inefficacité, cela veut expliquer qu’il y avait quelques gaspillages ou des efforts en trop qui l’ont engendré. Dans notre étude, les gaspillages de chaque région inefficace sont donnés par le graphique ci-après (avec gaspillage = 1- efficacité):

**Graphique 26: Gaspillages des régions**



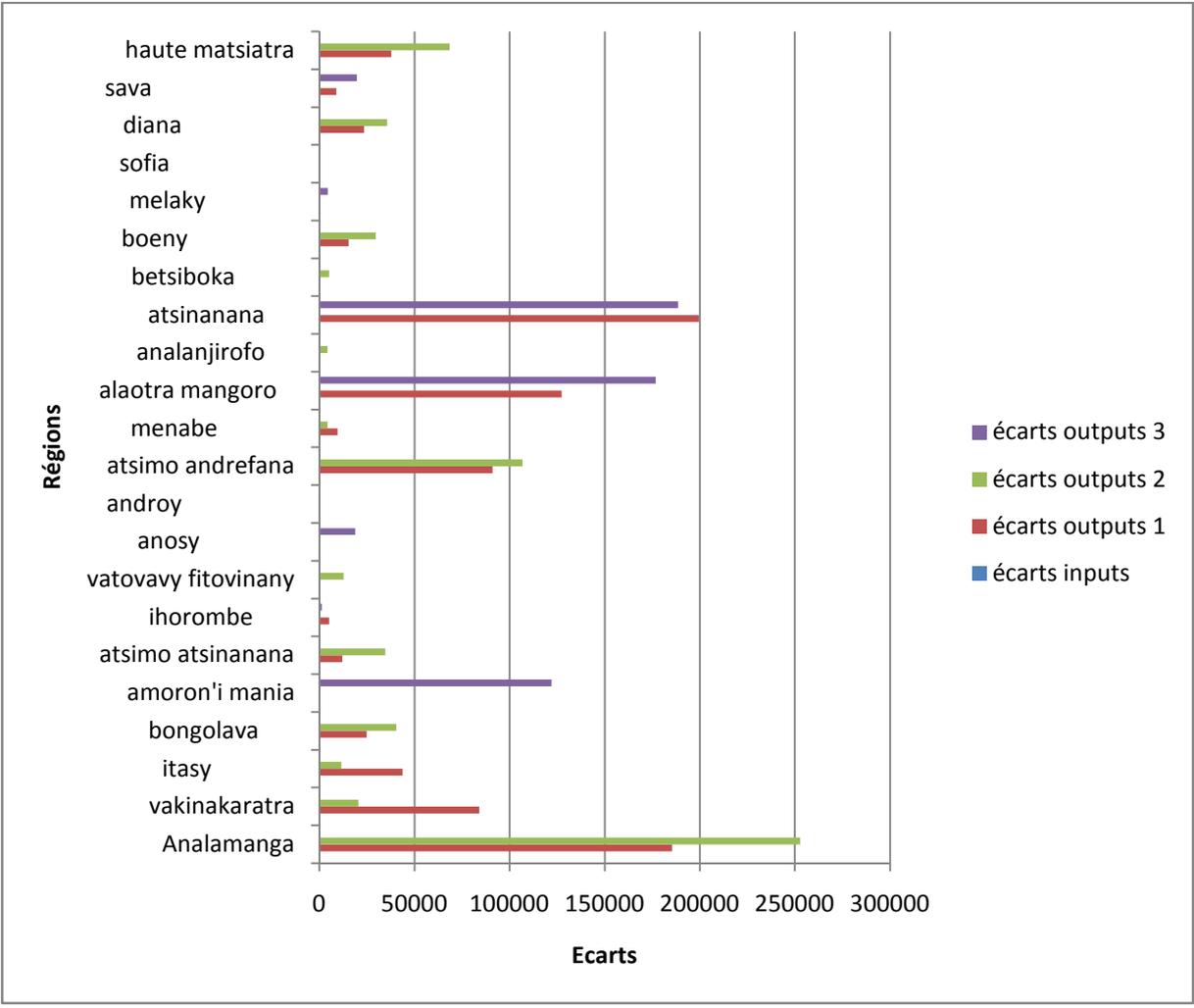
Sources : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Les gaspillages nous ont montré qu’il y a des inputs et/ou outputs que nous aurions dû diminuer pour l’efficacité de ces régions. Mais le problème est de déterminer lesquels parmi ces inputs et/ou outputs devrions nous diminuer. C’est pour cela qu’il existe la notion d’écarts. En effet, malgré les inefficacités, Charnes, Cooper et Rhodes ont proposé des

solutions pour que les unités (régions) concernées puissent de nouveau atteindre cette efficacité. Pour procéder à la rectification, il faut d’abord déterminer, par la méthode d’optimisation par la programmation linéaire, les « écarts » au niveau des inputs et/ou au niveau des outputs. Ces écarts signifieront que les inputs et/ou les outputs concernés doivent être diminué pour atteindre de nouveau les efficacités.

Regardons les écarts qui correspondent à chaque région dans notre étude par l’intermédiaire du graphique suivant

Graphique 27: Ecarts de chaque région



Sources : INSTAT, coordination nationale de la finance inclusive, nos propres calculs

Après l’obtention de ces différents écarts, on peut prendre des décisions pour chaque région sur les éléments qui auraient du être diminuer. Pour mieux comprendre, prenons comme

exemple la région d'Analamanga (et tous les interprétations sont les mêmes pour chacune des régions):

-efficacité : 0,25144864

-gaspillage : 0,74855136 ou 74%

-écarts : si on regarde le schéma des écarts, on voit que cette région n'a que deux outputs présentant des écarts et c'est l'output n° 1 (effectif des élèves 2012-2013) et n° 2 (effectifs des élèves 2011-2012). Ces écarts d'après ce qui a été dit est signe de l'utilisation en trop d'effort en output c'est-à-dire que si elle veut atteindre l'efficacité des inputs sur les outputs, elle aura du diminuer les effectifs des élèves pour l'année scolaire 2011/2012 de 185333,301 et/ou celle de 2010/2011 de 252673,119.

Après avoir bien étudié et observé les résultats du tableau des écarts, on voit que toutes les régions, autre qu'Androy et Sofia, possèdent des écarts en outputs que ce soit les trois simultanément ou les deux ; aussi ce qui nous impressionne c'est de voir que aucun ne présent des écarts en inputs alors que notre étude est « orienté input ». Si on prend la globalité des résultats, on peut tirer que les points de services des institutions de microfinance ne permettent pas aux régions de Madagascar d'être efficace en effectifs des élèves mais nous devons songer de trouver d'autres variables qui rend la grande partie efficace.

En effet, le tableau nous parle de diminuer les effectifs des élèves alors que ce n'est pas une solution meilleure pour un pays sauf si les effectifs mentionnés d'être diminuer correspondra aux élèves qui n'ont plus fréquenté les écoles mais y sont toujours inscrit.

En résumé, l'analyse par la méthode DEA de l'éducation a été fait avec le modèle CCR orienté input, avec comme input les points de services et comme output les effectifs des élèves en primaire public et privée durant trois années scolaires. Après avoir suivi les différentes étapes de l'analyse, on est tombé sur des imprévus puisque notre analyse était orientée input ce qui veut dire les corriger pour avoir des outputs conduisant à l'efficacité, alors que les écarts obtenus sont tous au niveau des outputs. Avec nos connaissances, on savait que les variables présentant des écarts doivent être diminués si les régions veulent atteindre l'efficacité. Donc si tous les écarts se situent dans les outputs ou dans les effectifs des élèves, alors selon le modèle, ça nécessite une diminution des effectifs. Cependant, chaque pays fait des efforts pour faire entrer tous les élèves à un établissement scolaire et la

présente décision de diminuer les nombres d'élèves qui y sont déjà n'est pas une meilleure pour la vie d'un pays.

Ce qu'on peut en tirer de cette étude c'est que le problème se pose sur le choix de notre input car il se peut que ce soient les points de services des Institutions de MicroFinance mêmes qui ne permettent pas d'évaluer l'augmentation ou les effectifs des élèves. On devra alors étudier l'efficacité des régions en éducation par rapport à d'autres activités des IMFs car les évolutions des points de service n'expliquent pas les évolutions de l'éducation à Madagascar.

En confondant les deux résultats des analyses, on peut tirer comme réponse à notre question principale : « est ce que les IMFs ont des impacts sur la lutte contre la pauvreté ? » que les activités des IMFs proprement dits c'est-à-dire ce qui concerne et qui est en fonction de la population comme l'augmentation des en cours de crédits et des clients ont d'une part des impacts sur quelques facteurs étudiant la pauvreté surtout multidimensionnelle (éducation, consommation, niveau de vie : PIB); mais d'autre part, elles n'ont pas d'impacts sur les statistiques (incluant les différents critères et aspects définissant le calcul) qui évoque l'évolution de la pauvreté à Madagascar. En un mot, la présence des IMFs dans notre pays ne résout qu'une petite partie de la pauvreté.

## CONCLUSION

La principale cause de notre présente étude au départ c'est la constatation qu'il existe des réalités se contra dictent dans la vie de notre monde plus particulièrement dans notre pays. Cette réalité est parmi les phénomènes où l'on vit depuis des années mais existe encore jusqu'à nos jours soit : « d'après nos connaissances ou d'après ce qu'on nous dit les gens, le principale objectif d'existence des IMFs dans un pays surtout les pays en développement et les pays pauvres, donc de faire débarrasser la pauvreté. Par contre, on observe que plus le nombre de ces IMFs augmente plus notre pays est pauvres et la vie de la population devient de plus en plus en difficulté.». Ce fait nous a donc incités à se poser une grande question « est ce que les IMFs ont des impacts sur la lutte contre la pauvreté ? ». Pour pouvoir étudier et répondre à notre question, on a divisé notre champs d'étude en deux hypothèses soit : les impacts des activités des IMFs sur les variables caractéristiques de la pauvreté multidimensionnelle et sur les résultats ou statistiques affichant la pauvreté de Madagascar. Après avoir utilisé des outils et méthodes différents qui nous ont permis les études théoriques et analytiques, on a pu trouver en premier lieu que les IMFs sont destinés surtout pour venir en aide les pays pauvres, que leurs nombres ont connu une croissance partout dans le monde qu'à Madagascar. De son côté, l'étude de la pauvreté nous a aussi évoqué qu'il y avait selon les auteurs de causes historiques derrières cette pauvreté.

Les études analytiques sur l'impact des activités des IMFs (nombre de sa clientèle, les encours de crédits et les évolutions des points de services) sur les caractéristiques de la pauvreté (éducation, consommation, PIB) ainsi que sur les statistiques affichées pour Madagascar (IDH, ratios et intensités de la pauvreté) nous ont permis de tirer comme résultat et réponse à notre grande question que même si les IMFs augmentent ses points de services partout dans les régions, seuls le nombres de clients et les crédits en conséquence ont des impacts sur les PIB, les éducations primaires et la consommation. Aussi, les études ont montré qu'au moins elles permettent au pays de maintenir ses statistiques de pauvreté à son niveau et des fois les faire diminuer pour certaines.

Ces résultats nous ont permis de voir les chemins que le pays devra suivre pour avoir des impacts surtout positive sur l'existence des IMFs. En effet, les IMFs résidant dans un pays doivent augmenter plutôt la couverture de sa clientèle qui va s'ensuivre de ses crédits. Mais le fait d'augmenter uniquement les crédits et les points de services de permettent pas d'avoir des résultats positives puisque pour cela il n'y a que les mêmes personnes qui sont touchées.

Malgré les différents points qu'on a pris pour étudier la contribution des IMFs à résoudre la pauvreté, notre étude n'a pas atteint la perfection mais connaît encore des limites si on ne cite qu'il y a beaucoup d'insuffisances sur les côtés données et variables qu'on a utilisés.

En un mot, pour Madagascar, les IMFs ont quelques impacts sur la lutte contre la pauvreté. Leur existence ne nous permet pas jusqu'ici d'éradiquer la pauvreté. Ça va nous ramener à se demander s'il y a des conditions de fréquentations que les adhérents ne connaissent ou qui sont incompatibles à la population.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : Effectifs des élèves primaires

Régions	2012/2013	2011/2012	2010/2011
Analamanga	506262	501748	721125
vakinakaratra	350165	453258	452841
itasy	162084	212875	214639
bongolava	106427	102678	136827
amoron'i mania	309087	303261	161046
atsimoatsinanana	197853	194380	218896
ihorombe	60496	71622	67152
vatovavyfitovinany	354341	365499	359939
anosy	122532	129534	104096
androy	157566	140138	127587
atsimoandrefana	268791	285609	375149
menabe	93295	107860	107265
alaotramangoro	257461	419862	224613
analanjirofo	255105	263623	254088
atsinanana	268116	510014	299021
betsiboka	54730	54857	57366
boeny	128409	127301	150033
melaky	42953	43262	36225
sofia	313809	342316	327208
diana	137615	140055	168034
sava	287009	322804	288782
haute matsiatra	281294	279691	332804

Source : MEN/annuaires, nos propres calculs

ANNEXE 2 : Evolution des ratios de pauvreté

Année	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010
Madagascar	70,0	73,3	71,3	69,6	80,7	72,1	68,7	76,5
Antananarivo	68,0	66,4	61,7	48,3	66,0	59,8	57,7	66,8
Fianarantsoa	74,2	75,1	81,1	83,2	91,0	86,0	77,6	88,2
Toamasina	77,9	79,8	71,3	82,3	86,3	77,1	71,9	78,3
Mahajanga	53,2	73,8	76,0	72,4	89,1	74,1	70,2	71,6
Toliara	81,1	82,0	71,6	76,1	81,2	72,3	74,8	82,1
Antsiranana	60,2	62,3	72,6	69,2	83,7	65,4	64,2	68,1
Urbain	50,1	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52,0	54,2
Rural	74,5	76,0	76,7	77,1	86,4	77,3	73,5	82,2

Source : INSTAT point information/02 sept 2011

ANNEXE 3 : Evolution de l'intensité de pauvreté

Année	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010
Madagascar	30,3	33,6	32,8	34,8	47,6	31,6	26,8	34,9
Antananarivo	27,8	29,1	26,0	21,0	33,7	22,3	19,4	24,6
Fianarantsoa	33,7	32,1	40,2	45,4	57,6	40,4	30,6	44,7
Toamasina	33,7	39,3	32,6	44,1	51,7	39,2	30,9	36,5
Mahajanga	18,6	29,1	36,5	35,1	57,5	33,5	26,2	27,9
Toliara	42,8	46,4	33,7	39,2	47,4	29,6	32,9	44,2
Antsiranana	22,0	23,9	32,0	28,9	51,4	27,3	25,2	29,0
Urbain	17,5	29,6	21,4	18,3	29,3	20,2	19,3	21,3
Rural	33,2	34,7	36,1	39,7	53,0	34,8	28,9	38,3

Source : INSTAT point information/02 sept 2011

ANNEXE 4 : Tendances de l'Indice du Développement Humain Madagascar (IDH)

Année	IDH
2000	0,501
2005	0,532
2006	0,537
2007	0,543

Source : INSTAT

ANNEXE 5 : Evolution des activités des IMF's mutualistes entre 1996 à 2000

Années	Nombre de mutuelles	Nombre de membres	Encours de dépôts (en millions Fmg)	Encours de crédits (en millions Fmg)
1996	160	18063	968	7737
1997	205	29444	2870	11448
1998	248	47472	6400	16583
1999	271	60775	9595	23517
2000	336	91954	34009	43058

Source : Banque de données sur les Institutions financières membres de l'APIFM et de l'AIM, 1998-1999-2000, nos propres calculs

ANNEXE 6 : Evolution des activités des IMFs mutualistes (2009 à sept 2013)

	2009	2010	2011	2012	Sept-2013
Nombre de caisses	464	483	506	533	542
Nombre de membres	531766	606620	660599	743070	753488
Encours de crédits (millions MGA)	72384	78101	105045	127467	167502
Encours d'épargnes et/ou dépôts (millions MGA)	67116	75712	102703	119859	146106

Source : INSTAT

ANNEXE 7 : Evolution des activités des IMFs non mutualistes (2009 à sept 2013)

	2009	2010	2011	2012	Sept-2013
Nombre de points de services	172	197	200	210	
Nombre de clients	50192	59866	74275	89973	96295
Encours de crédits (millions MGA)	32254	37594	53443	69560	77053
Encours d'épargnes et/ou dépôts (millions MGA)	2630	10270	17916	31643	36014

Source : INSTAT

ANNEXE 8 : Evolution des activités des autres catégories d'établissements de crédits exerçant des activités de microfinances (2009 à sept 2013)

	2009	2010	2011	2012	Sept-2013
Nombre de points de services	16	20	33	41	53
Nombre de clients	47344	67378	109466	151640	222035
Encours de crédits (millions MGA)	40536	62173	88437	117763	145391
Encours d'épargnes et/ou dépôts (millions MGA)	21304	50461	74873	82027	117746

Source : INSTAT

ANNEXE 9 : Le PIB réel (en milliards d'Ariary)

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PIB	445.1	466.2	494.1	431.6	473.9	498.8	521.7	547.9	582.1	623.6	598.6

Source : INSTAT

ANNEXE 10 : La consommation au Prix constant (en millions d'Ar)

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Valeur	396.6	412.1	429.6	412.4	453.2	457.5	461	478.1	494.4	495.3	492

Source : INSTAT

ANNEXE 11: Les activités des Institutions de MicroFinances à Madagascar

Années	Points de services	Nombre des IMFs	Clients	Encours de crédits
1999	271	-	60775	-
2000	336	8	-	-
2001	353	-	-	-
2002	351	-	135305	-
2003	380	-	177425	-
2004	380	-	198912	-
2005	394	-	232347	-
2006	442	-	294349	-
2007	488	-	360713	-
2008	813	16	560645	70093
2009	652	27	620294	145174
2010	680	26	682316	177868
2011	739	29	844340	244575
2012	750	31	905909	314791

Source : REF 1990-2013/CNMF

# BIBLIOGRAPHIES

## Références Bibliographiques :

- Lapierre Errol, MBA, (Février 2003), « Projet de mise en valeur du haut bassin du Mandrare (PHBM) mission d'appui en finance rurale au PHBM, rapport de mission »

- Bouquet Emmanuelle et al. « Rigueur scientifique et pertinence opérationnelle des études d'impact en microfinance : une alliance à construire enseignements d'une étude en partenariat à Madagascar », Revue Tiers Monde, 2009/1 n°197, p.91-108. DOI : 10.3917/ rtm. 197.0091

-DoroshPaul et al. (avril 1998), « Structure et FacteursDéterminants dela Pauvreté à Madagascar, institut national de la statistique (INSTAT) »

- RATOVONDRAHONA Pascale et R. RATSIMANDRESY Jean, (Novembre 1996), « Une approche régionale de la pauvreté à travers l'analyse des indicateurs de développement humain (IDH) et de privation des capacités (IPC) »

- Bertin Alexandre. (2007), « Pauvreté monétaire, pauvreté non monétaire : une analyse des interactions appliquées à la Guinée. Economies and finances ». Université Montesquieu - Bordeaux IV

- Bartle Phil, « Facteurs de la pauvreté : les 5 plaies »

## Référence électronique

- G. Jean-Michel Servet, « Lutte contre les inégalités versus lutte contre la pauvreté », *Journal des anthropologues* [En ligne], 98-99 | 2004, mis en ligne le 17 novembre 2010, consulté le 13 janvier 2015. URL : <http://jda.revues.org/1645>

## Rapports et Articles

- PNUD, « Rapport national Madagascar, ANALYSE DE LA PAUVRETE DES ENFANTS A MADAGASCAR »

- BANQUE MONDIALE, (2014), « Evaluation de la pauvreté, du genre et de l'inégalité : VISAGE DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR, Mars 2014 Rapport Poverty, Gender and InequalityAssessment (PGIA) »

- INSTAT Point Information. (02 Septembre 2011), « ENQUETE PERIODIQUE AUPRES DES MENAGE 2010 »

-DIRECTION GENERALE DU TRESOR/*Coordination Nationale de la MicroFinance* ;  
« LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE A MADAGASCAR »

-Rapport Mondial sur le Développement Humain 2009 (chiffres de 2007)

- Ministère de l'économie, «Rapport Economique et Financier 1990 à 2012/2013 »

- Rapport INSTAT « les indices de la pauvreté »

-LOI N°- 2005 - 016 DU 29 SEPTEMBRE 2005 relative à l'activité et au contrôle des institutions de microfinance

- Express de Madagascar, (mardi 27 septembre 2011) « économie : le taux de pénétration de Microfinance progresse à Antananarivo »

# **TABLES DES MATIERES**

Remerciement .....	i
Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques.....	ii
Liste des annexes.....	iv
Les abréviations.....	v
Introduction .....	1
<b>PARTIE 1 : CADRE THEORIQUE</b>	
Chapitre 1 : LA MICROFINANCE .....	2
Section 1 : la microfinance dans le monde entier.....	2
1) définitions de la microfinance.....	2
2) Historique de la microfinance.....	2
3) Objectifs prévus par les microfinances.....	3
4) les différents types de microfinances.....	4
Section 2 : La microfinance à MADAGASCAR.....	5
1) les types et les lois vérifiant leurs activités.....	5
2) historique de la microfinancemalgache.....	6
3) les taux d'intérêts pratiqués.....	19
Chapitre 2 : LA PAUVRETE.....	19
Section 1 : Généralité de la pauvreté.....	19
1) définitions de la pauvreté.....	19
2) les causes et facteurs de la pauvreté.....	21
3) les types de pauvreté.....	23

4) la mesure de la pauvreté.....	23
Section 2 : La pauvreté à Madagascar.....	24
1) Mesures de la pauvreté malgache.....	25
2) Les statistiques de la pauvreté.....	25
 <b>PARTIE 2 : CADRE ANALYTIQUE ET RESULTAT</b>	
Chapitre 1 : Analyse descriptive.....	29
Section 1 : Relation des variables expliquant la vie de la population et les activités des IMFs.....	30
1) Relation entre PIB réel et les activités des microfinances.....	30
2) Consommation et les activités des microfinances.....	33
3) Education et les activités des microfinances.....	35
Section 2 : Relation des statistiques de pauvreté à Madagascar et les activités des IMFs.....	37
1) IDH par rapport aux en cours de crédits des IMFs.....	37
2) Ratios et Intensités de pauvreté et clients des IMFs.....	38
Chapitre 2 : Analyse économétrique.....	41
Section 1 : Evolution des variables d'études.....	41
1) Le PIB réel.....	42
2) La consommation.....	42
3) Les activités des IMFs.....	43
Section 2 : Etude en fonction des modèles économétriques.....	44
1) Approche économétrique.....	44
2) Analyse par la méthode DEA.....	46
Conclusion.....	52
Annexes.....	ix
Bibliographies .....	xv

NOM : RAKOTONDRATOVO

PRENOMS :RinohAmbinintsoa

**THEME :CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE à LA  
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE à MADAGASCAR**

Nombre de page : 53

Nombre des tableaux 04

Nombre des graphiques 27

**RESUME**

Chaque pays dans le monde connait la pauvreté et vit avec. Ce qui différencie les uns des autres est son degré et son niveau. Il y en a ceux qui sont les plus pauvres, et ceux qui ont l'air d'être riches pourtant on voit qu'ils ont aussi des régions ou provinces pauvres. Les études nous ont montrées que cette fameuse pauvreté a été le fruit de l'histoire des pays entre eux : les différentes guerres, conquêtes et colonisations. Quand le phénomène était devenu de plus en plus complexe, les institutions internationales venant de quelques pays ont procédé à élaborer diverses solutions. Une de ces solutions est la création des Institutions qui font de la Microfinance. Elles ont pour but d'aider et cibler les pauvres, surtout ceux qui sont exclus du système bancaire, dans leurs besoins financiers.

Avec le temps passés, les activités de ces IMF et des établissements effectuant de la microfinance ont été améliorées d'une façon très significative. De son côté, même si les chiffres présentant la pauvreté ont, pour certains pays, diminué ; ils restent toujours ancrés voire augmentés pour les autres. Ce qui nous a amenés à nous demander si les IMF ont des impacts sur la lutte contre la pauvreté.

Après des analyses descriptives qu'analytiques pour le cas de Madagascar, on a pu voir si elles ont des impacts ou non dans les critères de la pauvreté et sur les statistiques évoquant la pauvreté de ce pays.

Adresse de l'étudiante : LOT IVO 69 K 50 Antohomadinika Sud

Encadreur Mr RAMIANDRIASOA Olivier